

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

	Pages
	—
● Wall Street - Moscou, via Turin	1
● Socialisme ou proudhonniaiseries ?	5
● L'IMPERIALISME DANS LA CRITIQUE MARXISTE	13
● LE MOUVEMENT SOCIAL EN CHINE (fin) ..	35

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

NOS PUBLICATIONS

EN LANGUE FRANÇAISE :

- Dialogue avec Staline (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages) 2,— F
- Dialogue avec les morts (critique du XX^e Congrès du P.C.U.S., 159 pages) 4,— F
- L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours, ainsi que Le Marxisme et la Russie (148 pages) Epuisé
- Sur le Texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) » 2,— F
- Programme Communiste : un numéro 2,50 F
- Abonnement annuel 9,— F
- Abonnement de soutien 20,— F
- Le Proletaire : mensuel ;
- Un numéro 0,40 F
- Abonnement annuel 4,— F
- Abonnement combiné avec Programme Communiste 12,— F

EN LANGUE ITALIENNE :

- Storia della sinistra comunista (1^{er} vol., 415 pages) 25,— F
- Storia della sinistra comunista (vol. I bis) 8,— F
- La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin (110 pages) 7,— F
- 1917 Insegnamenti dell'ottobre. Leon Trotsky 4,— F
- Il Programma Comunista : journal bimensuel ;
- Abonnement annuel 10,— F
- Un numéro 0,40 F
- Spartaco (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de Programma Comunista) ;
- Un numéro 0,20 F
- Documents ronéotypés :
- 1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario et azione economica 3,50 F
- 2) Tracciato d'impostazione - Tesi caratteristiche del Partito 3,50 F
- 3) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe 3,50 F
- 4) I fondamenti del comunismo rivoluzionario 3,50 F
- 5) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista en réimpression
- 6) L'abaco dell'economia marxista en réimpression
- 7) Lezioni della controrivoluzioni - Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista 3,50 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

- Der Faden der Zeit : Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke. 2,— F
- Der Faden der Zeit : Der. I. Weltkrieg und die marxistische Linke. 2,— F

EN LANGUE HOLLANDAISE :

- Documentatie Materiaal 0,25 F

WALL STREET - MOSCOU, VIA TURIN



S'il était encore nécessaire d'apporter des preuves à l'appui de notre incessante démonstration de la soumission des Etats "socialistes", et en particulier de l'U.R.S.S., à l'impérialisme mondial, et en particulier à l'impérialisme américain, deux informations récentes, datées de Washington, y suffiraient amplement.

D'après la première, la Banque Import-Export pourra garantir les crédits commerciaux accordés par les banques privées américaines aux pays "communistes" d'Europe à l'exception de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne orientale (déclaration du président Johnson du 7 septembre).

Selon la seconde, la même banque a été autorisée par le président Johnson lui-même à fournir des fonds pour favoriser l'exportation de pièces qui pourraient être utilisées à la construction d'automobiles Fiat en U.R.S.S. ; et on a précisé pudiquement : « les 50 millions de dollars que l'Export-Import Bank consacrerà à cette opération seront non pas prêtés à l'U.R.S.S. directement (souligné par nous), mais à la société Fiat qui emploiera cette somme pour l'achat de matériel aux Etats-Unis, qui sera ensuite utilisé dans l'usine que la firme de Turin va construire en Union soviétique ».

Si nous nous arrêtons sur de tels faits, ce n'est pas parce qu'ils nous fournissent l'occasion de manifester une indignation morale, violente et vengeresse (il y a longtemps que "l'impérialisme" de Lénine nous a habi-

tués aux multiples infiltrations, imbrications et ramifications du capital financier), mais parce qu'ils affirment, au grand jour, l'ampleur de la défaite subie par la très bourgeoise Union soviétique au cours et à l'issue de la deuxième guerre mondiale, et dans les vingt années qui ont suivi.

..

Au moment même où il signait les accords de Yalta et de Potsdam, l'impérialisme américain, véritable triomphateur de la guerre, s'apprêtait déjà à les remettre en cause. Disputant âprement à l'U.R.S.S. la zone d'influence est-européenne qu'il avait dû lui concéder (Grèce), il engageait dès 1947 une contre-offensive d'envergure visant à se subordonner, par le secours du dollar, les pays de l'Est, ruinés par la guerre mais occupés par les armées russes (plan Marshall). Malgré une réaction vigoureuse de Moscou (rapport de Jdanov et constitution du Kominform), il réussit à détacher la Yougoslavie (dès 1948) et surtout Berlin (dès 1949 et malgré le blocus stalinien).

Les révoltes ouvrières de 1953 en R.D.A., puis de 1956 en Hongrie, prouvèrent que l'ambition de donner à ces pays une infrastructure moderne par la seule exploitation des prolétaires nationaux, impliquait des risques extrêmes pour leur stabilité sociale et que le capital russe, qui avait d'ailleurs commencé par les piller, était absolument incapable de soutenir leur économie et de leur promettre de connaître cette fameuse "prospérité" de l'Ouest réoxygéné par la finance américaine. Cet "aveu" fut d'ailleurs suivi de la dissolution du Kominform, de la victoire des "voies nationales au socialisme" et des débuts officiels du polycentrisme.

Mais c'est en 1961 que fut dressé le plus clair des constats de faillite : ce fameux mur de Berlin qui empêchait le prolétaire allemand surexploité à l'est (la R.D.A. ayant entrepris de se donner une industrie lourde comparable à celle de la R.F.A. !) d'essayer de vendre sa force de travail, un peu plus cher, à l'ouest, provoquant une hémorragie lente mais continue de ce que Staline appelait "le capital le plus précieux : l'homme".

Pourtant les tentatives d'entente, puis les accords, ne devaient cesser de se multiplier depuis entre l'Est et l'Ouest, malgré la rigidité mortelle, pour les prolétaires, des rideaux et des murs. Ouvertures des Polonais puis des Russes au "grand criminel de guerre" Krupp : achat d'usines de ciment ou d'usines chimiques, par unités entières, à la France "gaulliste" ; accord pour l'exploitation du "marché oriental" par le procédé SECAM, etc... Enfin, cette année, toute une série d'accords sur l'industrie automobile, dont le justement célèbre contrat passé avec l'ex-fasciste Valetta, directeur efficace de la FIAT, pour la construction d'une puissante entreprise en U.R.S.S., à Togliatti !

..

La décision, longtemps reculée, de lancer l'industrie russe dans la production en masse d'automobiles particulières, alors que les problèmes de l'agriculture et de l'élevage et donc du besoin vital qu'est l'alimentation du prolétariat, n'ont pas reçu même un début de solution, prouve, à elle seule, la soumission imbécile à l'idéal du "bien-être" bourgeois et à son expression achevée, la privatisation presque totale de la vie familiale, soutien le plus sûr, avec les armements et la course à la lune, d'une accumulation presque illimitée du capital. Mais cette décision exprime aussi la nécessité impérieuse pour l'U.R.S.S. de faire face à l'invasion par la merveilleuse et abondante production de l'Occident des marchés de l'Est européen, puis de tenter, grâce au bas niveau de vie du producteur russe, une contre-attaque sur le marché occidental lui-même.

Il n'est pas apparu tout de suite que cette capitulation devant le monstrueux gaspillage capitaliste — et qui sera d'autant plus immonde en URSS que toute l'infrastructure (routes, distribution d'essence, réparations, garages...) y est encore à réaliser — était aussi une capitulation devant Wall Street. L'affaire fut présentée comme n'intéressant qu'une entreprise européenne, FIAT, qui devait fournir à la fois les capitaux et la technique. Or il semble que l'importance de l'entreprise ait dépassé les possibilités financières d'une entreprise européenne même géante, et qu'il ait fallu recourir aux disponibilités énormes que peut seul mobiliser le capital financier américain. En fait tout se passe comme si on créait une nouvelle entreprise dont l'Américain serait le patron, l'Italien le contremaître et le Russe le prolétaire.

••

Nous en sommes aux derniers aveux : la somme gigantesque de souffrances imposée par le stalinisme — c'est-à-dire par la prétention de "construire le socialisme dans un seul pays", donc, en fait, le capitalisme — au prolétariat russe au cours des plans quinquennaux, l'exécution et la diffamation de ses dirigeants révolutionnaires internationalistes, les millions de morts de la guerre anti-fasciste, la surexploitation inouïe de la reconstruction d'après-guerre, tout cela a abouti à un appel direct à l'aide au despote du marché mondial, au massacreur du Vietnam.

Il y a maintenant quarante ans que notre courant est entré ouvertement en lutte contre l'opportunisme stalinien qui devait emporter l'Internationale de Lénine et aboutir à la situation sinistre où se trouve aujourd'hui plongé le prolétariat mondial, mais il n'en faudra pas la moitié pour que le prolétariat russe qui ne nous entendit pas alors, rentre à nouveau dans la lutte : la liaison de l'U.R.S.S. au marché mondial, idéal des partisans de la coexistence pacifique, et sa pénétration directe par le capital occidental se réalisent au milieu d'un bouleversement rapide des structures de l'économie russe ; le retard y est trop grand et il faut faire vite ; la "marge d'initiative" laissée aux directeurs d'entreprise pour augmenter la

productivité des prolétaires afin de rendre les entreprises russes compétitives sur le marché mondial, est de plus en plus grande.

La Pravda du 23 octobre nous apprend qu'elle a engendré des "abus de pouvoir". Le procureur général de la région de Moscou, Malkov, y proteste contre les licenciements abusifs décidés « sous le couvert du droit des directeurs à une action indépendante... L'indépendance est une bonne chose, remarque-t-il, mais pas la sorte d'indépendance au nom de laquelle certains directeurs peuvent se permettre de dire : "Je suis maintenant mon propre patron et je fais ce que je veux" ». Et il ajoute que la situation est d'autant plus grave que fréquemment la section syndicale d'entreprise s'est alliée au directeur pour licencier arbitrairement les travailleurs.

..

Lorsque la grande crise de surproduction que le capital américain essaie désespérément d'exporter, soit par la destruction directe au Vietnam, soit par la conquête des marchés du monde entier, de l'Amérique latine au Sud-Est asiatique, de l'Afrique au Moyen-Orient, de l'Europe occidentale et orientale à l'U.R.S.S., mordra la Russie au cœur, nul doute que les prolétaires russes, petits-fils de ceux de 1917, sauront retrouver l'élan de l'Octobre rouge.

Tremblez, bonzes syndicaux, patrons et procureurs de toutes les Russies ! et vous, camarades russes, préparez-vous à clamer de nouveau avec les esclaves salariés du monde entier : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"

Socialisme ou proudhonnaiseries ?

Depuis plus de dix ans, l'ex-socialiste de gauche D. Guérin s'est donné pour tâche de démontrer « l'actualité de l'anarchisme ». C'est à ce grand dessein que répond son dernier ouvrage « *Ni Dieu ni Maître* », comme il s'en expliquait dans l'interview accordée à « TEP Magazine » et publiée dans « Le Monde Libertaire » de juillet-août 1966.

Doctrines d'artisans attachés aux principes jacobins, mais déçus que la Grande Révolution ait ouvert le règne de la bourgeoisie et non celui de la Liberté, l'anarchisme a perdu de son actualité historique à mesure que la petite production cédait le pas à la grande industrie et les petits producteurs aux masses compactes du prolétariat. Quant à son actualité théorique, il l'avait déjà perdue dès le moment où on s'avisait que la tâche imposée à l'humanité par l'insuffisance de la révolution bourgeoise n'était pas de « réaliser vraiment » les promesses de cette dernière aux couches populaires (Liberté, Égalité, Fraternité et Démocratie), mais de préparer une révolution infiniment plus radicale, celle du Prolétariat. Cela remonte à 1848, c'est-à-dire au *Manifeste Communiste* de Marx et d'Engels. Comment, en plein XX^{me} siècle, alors que le prolétariat s'est formidablement accru en nombre absolu et donc en force potentielle, alors que la dictature du Capital est devenue plus pesante et intolérable que jamais, l'anarchisme pourrait-il bien redevenir « actuel » ? C'est ce qu'aucun esprit tant soit peu scientifique ne saurait concevoir. Mais la littérature sociale contemporaine s'est depuis longtemps « libérée » des impératifs de la science pour n'obéir qu'à ceux du succès, monnayable ou non monnayable ; si bien qu'un publiciste de talent comme D. Guérin ne rougit nullement de proposer... le retour à un radicalisme de type jacobin comme le plus sûr moyen de balayer la société bourgeoise de l'époque impérialiste. L'« avant-garde » d'aujourd'hui n'est-elle pas constituée précisément par ceux qui reculent le moins devant les pires énormités théoriques ? Le ridicule n'y tue donc pas...

« L'actualité de l'anarchisme », nous dit D. Guérin, a sa source dans deux faits politiques contemporains : la révolution afro-asiatique et la déstalinisa-

tion. L'affirmation n'a ni plus ni moins de valeur que celle du chrétien qui, constatant la renaissance religieuse, s'écrierait : les malheurs du Temps, la détresse infinie de la Créature dans le monde moderne démontrent *l'actualité de la religion*. Son « actualité » théorique, la religion l'a perdue sans retour dès les premiers coups du rationalisme bourgeois et de la « révolution philosophique ». Il n'empêche que les désastres sociaux du XX^{no} siècle (guerres, menaces révolutionnaires avortées et contre-révolutions) lui ont, en effet, rendu beaucoup d'influence. Cela « démontre » uniquement que lorsque l'espèce est frappée dans sa chair, sa conscience s'obscurcit et que les effets des plus grandes « révolutions de la pensée » s'effacent aisément devant ceux du moindre désordre matériel et social. C'est ainsi que les « malheurs du temps » sont en effet capables de ranimer des aspirations en l'au-delà que la « Raison » pouvait s'imaginer avoir définitivement ruinées ; mais c'est également ainsi qu'une contre-révolution comme celle de Staline et l'éclat dont a brillé la révolution anti-coloniale dans un monde prostré a pu ranimer, dans certains milieux, les aspirations à la Liberté et à la Démocratie dont le marxisme a démontré il y a un siècle à la fois l'insuffisance scientifique et la nature non prolétarienne. Que ce « climat » promette à D. Guérin de beaux succès de librairie, c'est possible. Mais l'« actualité de l'anarchisme » ne peut avoir d'autre signification que l'« actualité de la religion » : c'est l'actualité de la régression théorique, de l'obscurantisme, de l'impuissance révolutionnaire et du désarroi.

A la première question sur « la valeur actuelle de l'anarchisme », Guérin répond dans l'interview plus haut citée (c'est nous qui soulignons) : « L'anarchisme demeure actuel sur deux plans : d'abord il a dénoncé avec un véritable don prophétique les méfaits futurs d'un socialisme autoritaire, dictatorial, fondé sur un Etat tout-puissant ; ensuite, à ce type de socialisme, il en a opposé un autre, libertaire, reposant sur des notions inverses, propulsé de bas en haut et non de haut en bas, faisant appel à l'initiative créatrice de l'individu, à la participation spontanée des masses ». Répondant ensuite à la question des « éléments de l'anarchisme qui pourraient être utilisés dans la construction d'une société socialiste », Guérin déclare : « Tout d'abord l'anarchisme, depuis Proudhon, se fait l'avocat de l'association ouvrière, qu'on appelle de nos jours *autogestion* ». « L'autogestion — continue-t-il — c'est la démocratie ouvrière à l'usine. Le travailleur se dédouble : il est à la fois producteur confiné dans sa spécialité et co-gestionnaire de l'entreprise. Il cesse ainsi d'être aliéné. Il cesse aussi d'être un salarié. Il reçoit sa quote-part des bénéfices de l'entreprise ».

Guérin évoque ensuite la révolution russe en la comparant à la révolution espagnole et en faisant brièvement état d'éléments qui sont classiques dans la critique anarchiste du bolchevisme (Makhno et la répression de Cronstadt). Ce sont des points que nous avons déjà traités ici et sur lesquels nous n'aurons aucune gêne à revenir. Il nous suffira pour l'instant de faire la critique de l'idée centrale de Guérin, déjà résumée ci-dessus et qu'il énonce lui-même de façon très significative : « Ainsi bien avant le règne de Staline, des hommes du peuple dénonçaient déjà, en lettres de feu, l'accaparement de la Révolution d'octobre par un communisme d'Etat ».

Guérin dit quelque part que « l'anarchisme valorise l'individu ». Une petite phrase qui nous projette tout de suite au centre de la question. Quel individu l'anarchisme s'attache-t-il à valoriser ? L'individu actuel ? Celui de la société bourgeoise, celui qui — à quelque classe qu'il appartienne — porte les stigmates d'une société mue par des forces obscures et barbares ? Ou l'individu de la société de demain, dont le prolétaire, à certains moments et dans certaines conditions, anticipe le comportement ?

La conception proudhonnienne à laquelle se réfère Guérin est fondée sur l'exaltation du *premier* de ces deux types d'individus. Pourquoi donc ? Tout simplement parce que le comportement et la psychologie des individus sont

déterminés par les *rappports sociaux* dans lesquels ils se meuvent et parce que l'association ouvrière laisse absolument intacts les rapports sociaux actuellement existants, les rapports *capitalistes*. La conception proudhonienne respecte l'échange des produits à valeur équivalente ; or c'est précisément cet échange qui, appliqué à la marchandise force-de-travail, procure au capitaliste un excédent, une plus-value qu'il transforme ultérieurement en *capital*. Cette conception laisse de même subsister la structure productive *par entreprises* ; or, c'est cette structure, et non pas l'existence de son propriétaire juridique, qui constitue la pierre angulaire de la production bourgeoise.

D. Guérin a parfaitement le droit de considérer la formule de l'*autogestion* comme l'héritière légitime de la conception de Proudhon : simplement un autre mot pour exprimer la même chose. Mais précisément pour cette raison, ce qu'il n'a pas le droit de faire, c'est de déduire que, par l'*autogestion*, l'ouvrier est *émancipé* et cesse d'être un *salarié*. L'aliénation salariale est le fait de *rappports de production* déterminés. Non seulement tout changement des *individus* qui gèrent ces rapports ne modifie en rien leur substance, mais encore le capitalisme s'est développé sur la base d'un continuel renouvellement de ce personnel gestionnaire.

Mieux qu'un développement théorique, un simple regard sur diverses expériences en cours pourrait montrer que l'*autogestion* non seulement maintient les grandes catégories antagoniques du capitalisme — le salariat et le profit — mais encore ne modifie pas substantiellement les quantités physiques de produits qui, dans les pays indiscutablement capitalistes, sont transformés, soit en *moyens de subsistance*, soit en *moyens de production*.

D. Guérin dit que le partage du bénéfice d'entreprise fait disparaître l'aliénation des ouvriers. Le « bénéfice », dans la terminologie de Marx, c'est le *profit d'entreprise*, l'excédent d'argent qui, après déduction des frais de production, reste propriété de l'entreprise. Patron ou Conseil d'Administration, que fait donc la direction d'entreprise de ce profit ? Il est bien évident que les *individus* qui participent à cette direction ou ont un droit de propriété quelconque sur l'entreprise ne le *consomment* pas intégralement. Ils n'en prélèvent pour leur consommation personnelle qu'une partie relativement faible ; le reste, ils le transforment en *nouveaux moyens de production* (installations nouvelles, perfectionnements techniques, machines, etc.). Il faut avoir la sottise des pontifes de la C.G.T. et de leurs rédacteurs de la "Vie Ouvrière" pour *laisser croire* que, cela, ils ne le font que par ambition, souci de prestige, appétit insatiable de sueur prolétarienne, etc... L'entreprise — *toutes les entreprises* quels qu'en soient les gestionnaires — sont soumises à ce dur dilemme : s'agrandir ou périr, dominer ou être éliminée ; parce que c'est *la loi du capitalisme*.

Le profit d'entreprise se divise donc en deux parts : l'une qui est *consommée*, l'autre qui est *accumulée, investie*, transformée en nouveaux moyens de production, échangée contre de nouvelles forces de travail destinées à produire encore du profit, lequel profit deviendra à son tour capital, et ainsi de suite, selon la règle infernale du mode capitaliste de production. Pour ramener les arguments « autogestionnaires » à leur juste valeur il suffit de poser une seule question : de ces deux fractions du profit, *laquelle* exploite, opprime, aliène la force de travail salariée ? De toute évidence c'est la seconde, la partie *accumulée* du profit. Est-ce *cette partie-là* que les partisans de l'*autogestion* entendent partager entre les ouvriers ? Absolument pas. Et ce pour l'excellente raison que, sans le réinvestissement de cette fraction du profit qui sert à *élargir* la production, l'entreprise succomberait à la concurrence : non seulement elle ne ferait pas de bénéfices à partager, mais elle ne pourrait pas survivre longtemps.

Ceci n'est pas de la « théorie pure ». Dans cet après-guerre fertile en transformations politiques, nous disposons de plusieurs exemples des errements « ges-

tionnaires » du socialisme, comme si l'Histoire, avant de redonner sa chance au prolétariat révolutionnaire, s'amusait à lui laisser accomplir, avec tout le temps et les moyens nécessaires, l'expérience des diverses *fausses routes* que l'échec de sa première tentative historique le contraint à parcourir. De ces expériences, celle de l'autogestion yougoslave n'est pas la moins édifiante. Dans plusieurs articles, nous avons montré, chiffres en mains, que, dans ce pays, la « répartition des bénéfices » entre ouvriers s'effectuait *après* tous les prélèvements nécessaires à la reconduction et à l'amélioration du cycle productif et que le taux d'investissement prescrit à chaque entreprise comme une nécessité impérative était, en pourcentage, du *même ordre de grandeur* que celui des entreprises des pays capitalistes occidentaux. Donc, dans le meilleur des cas, ce que l'entreprise autogérée peut « partager » entre les ouvriers, c'est la fraction de profit qui, dans l'entreprise capitaliste traditionnelle, va à la consommation personnelle du patron ou se répartit sous forme de dividendes entre les actionnaires. On nous accordera qu'elle n'est pas de nature à bouleverser sensiblement la condition matérielle des ouvriers.

Mais ceci n'est que l'aspect économique de la question. En fait de « suppression de l'aliénation », l'aspect idéologique est bien plus important. L'autogestion est une formule qui convient assez aux pays sous-développés dont le pouvoir d'Etat est né sous l'étiquette frauduleuse d'un « socialisme » national. Il s'agit d'accumuler du capital, beaucoup et vite. Il faut obtenir non seulement l'adhésion forcée du salarié à la tâche productive, mais encore son adhésion volontaire, « spontanée » (la voilà bien la fameuse « initiative créatrice » !) Dans les entreprises autogérées, les ouvriers, désormais intéressés à l'accroissement des bénéfices, redoubleront d'efforts, de ponctualité, de sacrifices, puisque, penseront-ils, ils le font *pour eux* et non pour le patron. Ils seront d'autant plus désarmés devant les exigences surhumaines de ces bourgeoisies ou proto-bourgeoisies qui, autrefois lâches et veules devant l'impérialisme, n'en sont que davantage féroces à l'égard de leur propre prolétariat. A la limite, l'idéal de l'autogestion, si on le juge sur pièces, c'est d'appeler les salariés à se plier d'enthousiasme aux exigences de l'accumulation impersonnelle du capital et même à les devancer.

Enlevons le patron et les exploités sauront bien organiser la production au mieux de leurs intérêts ; voilà l'alpha et l'omega du socialisme gestionnaire. Le hic c'est que le patron est l'instrument et non le maître des lois économiques du capitalisme, et ce personnage hybride qui se dédoublerait en « producteur confiné dans sa spécialité » et en « co-gestionnaire de l'entreprise » n'a jamais vu le jour que dans des lieux et circonstances bien déterminées : seulement là où il devait suppléer à l'absence de détenteurs individuels de capital et effectuer, au prix de sa propre sueur et de sa propre misère, une *accumulation capitaliste* que les circonstances historiques et les conditions géographiques n'ont pas autorisée sous sa forme classique, c'est-à-dire par la voie de l'existence et du développement d'une vraie classe bourgeoise.

Dans ce domaine l'erreur fondamentale de tous les Guérin du monde c'est de surestimer d'une manière échevelée les possibilités de la *conscience* et de la *volonté* en matière de domination des forces productives. Sur ce point, nous qu'on traite volontiers de « dogmatiques » ou de « rêveurs révolutionnaires », sommes en réalité d'une grande prudence réaliste. L'histoire de la révolution russe nous a appris que *volonté, initiative* peuvent se développer d'une manière inouïe, colossale, inespérée, sans pour autant parvenir à briser le cercle de fer des lois économiques dont il s'agit précisément — suprême épreuve de la *conscience* — de déterminer les dimensions exactes. Nous sommes loin, certes, de manifester le moindre scepticisme à l'égard des facultés d'adaptation, de création, d'initiative des classes exploitées parvenues à la direction de la société. Nous leur faisons confiance ; nous comptons sur elles pour la réalisation du socialisme. Mais nous savons que leur épanouissement est subordonné à une condition impérative : la destruction préalable des *rappports capitalistes de pro-*

duction. Or l'instance suprême des rapports de production bourgeois c'est l'*Etat capitaliste* ; leur destruction est d'*abord* un fait d'ordre politique, une affaire de *pouvoir*.

Vous, anarchistes ou anarchisants, libertaires, fédéralistes, etc... pouvez bavarder tout à votre aise sur « l'autorité », la biffant d'un trait de plume et vous dispensant de vous prononcer sur la nature sociale de l'autorité dont l'existence s'imposera pour empêcher le retour offensif des classes bourgeoises une première fois battues. Pour vous, coercition et violence sont des faits *moraux* et non des *facteurs économiques* conditionnant l'abolition des privilèges sociaux. C'est pourquoi vous vous occupez, non pas de *classes*, c'est-à-dire de groupes sociaux dont les intérêts sont liés à la conservation ou à la destruction de *formes de production* déterminées, mais d'*individus* qu'il s'agirait simplement de lâcher en liberté : comme si toute liberté possible, dans une société qui n'a pas encore extirpé de ses habitudes et de sa psychologie l'empreinte désormais séculaire du capitalisme, n'impliquait pas *spontanément* la manifestation de ces habitudes et de cette psychologie.

Il n'existe en réalité qu'une *seule classe* dont les intérêts tant immédiats qu'historiques *n'entrent pas en conflit* avec la transformation socialiste de la société : c'est le prolétariat. Sans doute une partie plus ou moins grande des autres classes se ralliera au fait accompli de cette transformation ; sans quoi le socialisme serait impossible. Mais cela *bien après* la victoire révolutionnaire du prolétariat et au rythme même de la transformation socialiste des rapports sociaux : ce sont en effet des classes foncièrement hostiles à cette « intervention despotique » du pouvoir prolétarien qui conditionne cette transformation. N'en déplaise à D. Guérin, la révolution prolétarienne, dans la théorie marxiste, n'en est pas moins une révolution *par le bas*. Haut et bas, en cette matière, ne sont pas des données formelles dont la plus démagogique est celle qui se borne à offrir aux ouvriers partie ou totalité de ce qui, aujourd'hui, constitue le privilège des seules classes dirigeantes. Haut et bas sont des données *sociales*. Si la révolution socialiste, selon Marx, est révolution *par le bas*, c'est parce qu'elle généralise à toute la société ce qui, actuellement, est la condition exclusive des classes salariées : pas de réserves, pas de propriété. Ces *privations de fait* qui font la misère présente du prolétariat feront le bonheur de toute la société de demain. A Proudhon, précisément, Marx enseigne — sans succès il est vrai — quelques rudiments de cette dialectique : ce qui, aujourd'hui, est le *mal* que la société réserve à une seule classe sera dans le futur le *bien* qui sauvera la société de son esclavage le plus honteux : l'esclavage de la *valeur*, de l'*argent*, du salariat.

La mission révolutionnaire du prolétariat découle de ce seul fait qu'il est la décomposition de toutes les classes et qu'il ne peut donc s'émanciper qu'en abolissant pour toute la société les privilèges que les classes dirigeantes, au cours de l'Histoire, se sont successivement transmis. Or, il est bien vrai que, de nos jours, et parce que la révolution communiste européenne a échoué tandis que les partis qui devaient la diriger ont failli à leur mission, le capitalisme est parvenu à donner à un grand nombre de prolétaires *l'illusion* d'une participation réelle aux privilèges des classes favorisées. Bien que cette illusion doive durer jusqu'à la grande crise historique qui se prépare, il existe toutefois un lien pulsant qui rattache les prolétariats les plus « aristocratisés » à leur condition fondamentale de classe : la condition matérielle du salariat. C'est la disparition de ce lien ultime et fondamental que les adeptes de « l'autogestion » prétendent théoriser au nom d'un socialisme frauduleux.



Dans son autobiographique « *Front populaire, révolution manquée* », Guérin rapporte avoir été plusieurs fois malmené par Trotsky. La régression théorique actuelle prouve que Trotsky ne fut sans doute encore pas assez sévère !

Sur les ruines de la révolution russe, la démagogie démocratique a pu se donner libre cours et ne s'en est pas privé, même chez les anarchistes. La révolution d'octobre a été centraliste et non fédéraliste ; fondée sur la dictature du prolétariat et non sur la démocratie ; « autoritaire » donc, et non pas libertaire. Lénine en fut l'initiateur. Staline, chronologiquement, le continuateur. Il est facile d'en déduire que les *méthodes* du premier nommé ont été préparées par les *crimes* du second. C'était l'argument classique des vieux traîtres socialistes, des Kautsky, Blum et Paul Faure, pour ne citer que ceux-là. Mais c'est plus encore une mystification de l'Histoire et à laquelle n'ont pas échappé bien des révolutionnaires sincères révoltés par l'œuvre scélérate du stalinisme. Aussi désobligeante que soit la supposition, nous sommes contraints de penser que Guérin comme bon nombre de trotskystes ou trotskysants, est passé à côté de la signification de la *contre-révolution* russe parce qu'il n'a pas compris à quelles conditions la révolution d'octobre était suspendue.

Entre l'existence d'un Etat révolutionnaire dictatorial centraliste et l'apparition d'une couche dirigeante qu'il appelle du terme commode de « bureaucratie », Guérin établit un rapport de cause à effet : les « bureaucrates » ont chipé la révolution au « peuple » ! Il nous semblait, dans notre candeur matérialiste, que les événements de la dernière décennie russe — et notamment le constant recul d'influence des fonctionnaires d'Etat au profit des directeurs d'entreprise — étaient suffisamment éloquents, au moins aux yeux des spécialistes avertis, pour démontrer que la bureaucratie russe, si bureaucratie il y a, n'a pas travaillé *pour son compte* mais, bien au contraire, n'a été que l'instrument provisoire de l'accumulation du capital dans ce pays. D. Guérin nous met pourtant dans l'obligation de répéter des choses énoncées ici cent fois.

L'Etat prolétarien issu de la révolution d'Octobre avait à assumer une double tâche, contradictoire et qui, à la longue, ne pouvait indéfiniment résister à la contradiction qu'elle comportait. D'une part, en tant que point d'appui et tête de pont de la révolution mondiale, il lui fallait *conserver le pouvoir* pour fournir à cette révolution toute l'aide matérielle et morale possible. De l'autre, elle devait faire face aux tâches de l'entretien et de la gestion de l'économie russe dans un pays où l'étendue des destructions militaires et l'état d'arriération exigeaient impérieusement une *réaccumulation de capital*. Or, cette réaccumulation ne pouvait avoir que deux issues, étroitement déterminées par le sort de la révolution européenne, de la révolution allemande en particulier. Ou bien le communisme triomphait, au moins dans ce dernier pays, et l'accumulation de capital en Russie se limitait aux exigences immédiates d'une situation transitoire, l'aide économique et technique d'une Allemagne communiste aidant le pouvoir des Soviets à *abrégé* les étapes nécessaires à la réalisation des prémisses économiques du socialisme en Russie. Ou bien, le prolétariat européen étant battu, la Russie restait livrée à ses propres ressources et à ses propres problèmes ; l'accumulation du capital suivait sa voie *nationale*, se remodelait un Etat à son image, c'est-à-dire un Etat *capitaliste*, obéissant aux lois de fer de l'économie mercantile et auquel ne manquerait plus qu'une bourgeoisie authentique, dont la clique khrouchtchevienne signala ultérieurement la maturation souterraine et dont le fameux Liberman est aujourd'hui le porte-parole le plus pittoresque.

Nous n'apprendrons pas à D. Guérin que la révolution communiste allemande n'a pas eu lieu et que la Russie, sous l'étiquette du « socialisme en un seul pays », a suivi la seconde des deux voies énoncées ci-dessus. Mais nous lui demanderons de bien vouloir se rappeler, avant de mettre Lénine et Staline dans le même sac, que cette seconde issue ne s'est réalisée qu'après une sanglante *contre-révolution politique*, dont Staline fut l'emblème trivial mais qui, en réalité, eut ses partisans majoritaires dans la III^e Internationale tout entière : c'est à cette contre-révolution, à elle seule, que doivent être imputés tous les méfaits que Guérin met sur le dos du « socialisme autoritaire ». Entre Lénine et Staline passe le flot de sang de dizaines de milliers de communistes massacrés ou exterminés dans les camps. Entre les positions originelles de la III^e Internatio-

nale et la compilation de sottises et de mensonges qui a constitué le catéchisme stalinien et post-stalinien, s'interposent la capitulation de milliers de chefs et responsables renégats, la tourbe des « auto-critiques » télécommandées et des procès truqués, l'avènement de toute une génération de *minus* politiques qui n'ont conquis leurs galons qu'en insultant et calomniant les révolutionnaires demeurés irréductibles. Entre les deux phases, il y eut, en un mot, toute une tranche d'histoire se déroulant sous l'influence de la défaite du prolétariat et sous le signe du faux, de la trahison et de la dégénérescence du communisme international. En parler, comme le fait Guérin, d'une seule et même chose, ce n'est pas seulement commettre une erreur, c'est bafouer délibérément toutes les victimes de la contre-révolution stalinienne et, particulièrement, Trotsky dont Guérin se flatte d'avoir été l'ami !

Mais puisque l'auteur de « Ni Dieu, ni maître » veut négliger ces détails de la politique et de l'histoire pour planer au niveau des principes économiques généraux, terminons en revenant sur ce terrain. En un certain sens, les problèmes que l'autogestion prétend régler ont été réellement affrontés par le pouvoir bolchevique. Mais l'autogestion se moque, purement et simplement, des *catégories* capitalistes existantes, alors que le pouvoir bolchevique dut les affronter consciemment. En fait le « socialisme autogestionnaire » admet la *coexistence* avec l'argent, le profit, la marchandise, les *benefices* ! Quant au pouvoir bolchevique, il dut, non seulement les tolérer, mais les *développer*, sous peine de voir l'économie russe mourir d'asphyxie. (Notons au passage que si un pouvoir prolétarien limité à un seul pays et, par surcroît, à un pays arriéré, doit, préalablement à toute mesure socialiste, procéder à une certaine accumulation de capital, autant vaut-il qu'il le fasse dans les conditions techniques les plus adéquates, c'est-à-dire de façon *centraliste* et non *fédéraliste*). Dans la mesure où l'autogestion a vu le jour dans certains pays, elle l'a fait dans des conditions économiques présentant certaines analogies avec la Russie de 1917 : arriération technique ou « sous-développement ». Mais il est édifiant d'établir un parallèle entre les deux politiques dans lesquelles s'inscrivent respectivement l'accumulation de capital dans la Russie d'octobre et dans les jeunes Etats actuellement « autogérés ».

Autogestion et « socialisme autoritaire » sont tous deux amenés, avons-nous dit, à manipuler des catégories capitalistes. Toute la différence réside dans le fait que la première conception, chez son précurseur Proudhon comme chez ses adeptes actuels, croit *avoir détruit* les conséquences sociales de l'existence de ces catégories au moment même où elle leur assure la pérennité, tandis que le second, avec une clairvoyance qui, chez Lénine, est lumineuse, impitoyable au point d'en devenir mordante (cf ses diverses lettres aux fonctionnaires soviétiques) sait, au contraire, avoir travaillé là *avec l'arme de l'ennemi* et lui fixe un délai d'utilisation au-delà duquel tout l'acquis de la révolution serait perdu : sans pouvoir prolétarien en Allemagne, disait-il, pas de socialisme possible en Russie. Lorsqu'on donne à la *conscience* et à la *volonté* toute l'importance que Guérin leur confère, lorsqu'on mise en premier lieu sur elles, il convient de les saisir là où elles peuvent se manifester. Au contraire des adeptes modernes de Proudhon qui « font » du capitalisme sans le savoir, Lénine était, lui, parfaitement conscient du fait que la Russie soviétique n'était *pas encore sortie* des ornières économiques du capitalisme, qu'*aucune* des mesures prises par le pouvoir bolchevique en matière de production et d'échange ne contribuait à l'en faire sortir et qu'au contraire même ces mesures, en cas d'échec de la révolution communiste européenne, ne pouvaient que rejeter l'U.R.S.S. dans le giron du capitalisme mondial. Cela il le savait et il le disait. Aussi, tout en critiquant féroce ment les effets politiques et sociaux démultipliés de ces concessions obligatoires aux lois du capital, scrutait-il avec impatience et anxiété le seul horizon au-delà duquel, en cas de victoire politique prolétarienne, ces lois pouvaient *tout de suite être abolies*. Cet horizon c'était celui de la révolution communiste européenne dont s'est détournée la contre-révolution stalinienne en accomplissant la plus grande mystification politique du siècle, celle de la possibilité du socialisme dans un seul pays, arriéré qui plus est.

Guérin a oublié cela ou en fait abstraction. Puisqu'il prétend porter tout de même un jugement sur ce qu'il appelle « socialisme autoritaire », et qui n'est que le seul socialisme scientifique, qu'il prenne au moins la peine d'examiner par quelles formes d'organisation économiques la Russie stalinienne a tourné le dos à la perspective de Lénine ; qu'il abandonne un instant ses chers critères d'autorité, de liberté, de démocratie ou de totalitarisme ; qu'il se plonge dans la *transformation économique* qui a accompagné le triomphe de la formule scélérate du « socialisme en un seul pays ». Avec un peu de patience et d'objectivité, il découvrira qu'il existe entre sa chère autogestion et le système kolkhosen de Staline une parenté qui le surprendra : dans le kolkhose *aussi* on a prétendu abolir le capitalisme en faisant participer le producteur au profit d'entreprise ; dans le kolkhose également on s'est vanté d'avoir instauré le socialisme à la campagne tout en conservant les échanges et la structure mercantiles ; dans la Russie stalinienne tout entière enfin on a affirmé que *volonté et conscience* suffisaient à transformer les *rapports d'échange* créateurs de capital. En un mot, sous la férule du maître sanguinaire on s'est écarté de Marx et rapproché de Proudhon. D. Guérin aura peut-être un haut-le-corps : ce n'était là, dira-t-il, que *contrefaçon* de l'autogestion puisque les individus n'y étaient pas *libres*. Mais si on peut *contrefaire* l'autogestion, la réaliser sous des tyrannies comme celle des Tito ou Castro qui n'ont guère à envier à Staline en matière « d'autorité » ; si on peut la faire à demi, au quart ou au dixième, c'est précisément parce qu'elle n'est pas le socialisme : elle ne s'occupe que de sa fraction de profit non accumulée. Le socialisme scientifique revendique la disposition de *tout le produit* ; c'est pour cela qu'il est centraliste, « autoritaire ». Le socialisme marxiste n'admet ni demi-mesure, ni « contrefaçon ». C'est à prendre ou à laisser : ou bien la « liberté » et le *maintien* des catégories capitalistes, ou leur destruction mais alors, nécessairement, la *dictature* des classes spoliées. Gérer l'entreprise et s'en partager les bénéfices, c'est perpétuer le capitalisme. Cela peut très bien se faire sous le drapeau de la *liberté* puisque c'est toujours sous cet emblème menteur que s'est le mieux réalisé l'exploitation de la force de travail salarié. Mais cela n'a rien à voir avec l'émancipation du prolétariat et le socialisme.

L'IMPERIALISME

dans la critique marxiste

Nous avons montré (cf. P.C. n° 36 : « Questions de l'impérialisme ») les caractères essentiels de la critique petite bourgeoise de l'impérialisme. Par ses aspects de pure protestation morale et de vœux innocents, elle traduit l'impuissance du petit-bourgeois' devant la marche inexorable du Capital qu'il est incapable de comprendre et qu'il voudrait bien détourner de son cours catastrophique. C'est pourquoi toute son analyse économique de l'impérialisme se réduit à en masquer les contradictions ou à inventer des recettes pour les surmonter. Dès la première guerre mondiale, Kautsky est apparu à Lénine comme le véritable fourrier dans le mouvement prolétarien de cet opportunisme qui prétend aujourd'hui combattre les monopoles par la libre concurrence, l'impérialisme croupissant par les "saines" tendances du capitalisme national, par l'industrialisation des pays arriérés et qui finit banalement en apologie des « ententes internationales » et de la « coexistence pacifique ».

Mais Staline et ses successeurs ne sont pas seulement, ainsi que nous l'avons montré, les héritiers spirituels de Kautsky. Leur ralliement à Kautsky s'inscrit dans les faits sanglants de la contre-révolution où l'opportunisme russe est devenu le laquais de l'impérialisme américain. La collusion entre Kautsky et le « progressisme » wilsonien, que Lénine dénonçait il y a 50 ans, n'en paraîtra que plus significative : elle a ouvert la voie qu'ont empruntée Staline et Roosevelt, l'Octobre vaincu et l'Amérique triomphante. Avec le repartage impérialiste consécutif à la seconde guerre mondiale, « l'anticolonialisme » yankee a dévoilé son vrai visage et la Russie « socialiste » a glissé progressivement de l'anti-impérialisme

bourgeois au pacifisme « ultra-impérialiste ». Ainsi l'histoire a épuisé toutes les possibilités théoriques et pratiques de la contre-révolution. Pendant qu'elle prépare pour l'avenir des antagonismes bien plus explosifs, il importe donc de rétablir dans son intégrité la doctrine marxiste sur la nature de l'impérialisme et la manière de le combattre selon les principes du communisme révolutionnaire.

COMMENT FUT FALSIFIÉ "L'IMPERIALISME" DE LENINE

Lénine a souvent évoqué cette « conjuration du silence » qui accueillit l'œuvre magistrale de Marx. Jugé trop « philosophique » par les économistes distingués, trop « économique » par les professeurs de philosophie, le « **Capital** » effrayait surtout les uns et les autres par sa condamnation à mort de la société bourgeoise, ses éclairs fulgurants sur le communisme de demain et ses appels à la lutte de classe du prolétariat révolutionnaire. En outre, la bourgeoisie au pouvoir était trop absorbée par ses « petites œuvres » pour ne pas vouloir ignorer la doctrine unitaire et militante qui annonçait la fin de sa domination.

Tout autre fut la destinée des œuvres de Lénine. Plus le marxisme devient une force dans l'Histoire, moins il est facile de la passer sous silence. Mieux se réalise, au cours des grandes crises de la société capitaliste, la conjonction inévitable du mouvement prolétarien et de sa doctrine révolutionnaire, plus il s'impose à la bourgeoisie de perfectionner ses méthodes répressives directes et indirectes, en recourant dans le domaine de la théorie au mensonge et à la falsification. Fascisme et duperie démocratique s'associent de la sorte pour perpétuer la domination du Capital **contre** le prolétariat, mais autant que possible **par** lui, avec sa participation inconsciente. Plus que jamais le sort des grandes œuvres et des grandes batailles de l'humanité est d'être falsifiées. Avec la brochure de Lénine sur « **L'Impérialisme** », tous les procédés de la « technique » moderne auront été utilisés !

Convaincu qu'il n'apportait rien de « nouveau » à l'analyse fondamentale de Marx, Lénine avait modestement sous-titré son opuscule : « **Essai de vulgarisation** ». Mais entre l'essai de Lénine et les extraordinaires performances de la publicité et de la vulgarisation stalinienne, il y a un abîme. Staline commença, dès 1924, par un résumé bâclé, lors d'une conférence faite à l'université Sverdlov « **Sur les principes du Léninisme** ». Ce n'était encore qu'un exercice d'écolier, et pourtant Staline jouait déjà au maître de la nouvelle génération en dédiant ses « principes » simplificateurs à la fameuse « promotion Lénine » qui lit entrer dans le parti tant d'anciens menchéviks et de futurs bourreaux de la gauche russe. A la trempe du révolutionnaire et à la dialectique marxiste, il substituait le « digest » et le « memento » qui feront la fortune des fonctionnaires de l'agitprop. Déjà, dans ce travail d'écolier, perce la mentalité du petit-bourgeois qui s'épanouira plus tard dans les mots d'ordre de « l'anti-impérialisme » et de la « lutte contre les monopoles ». C'est ainsi que Staline parle volontiers de « l'indignation des masses » contre les trusts et que, dans le chapitre sur la « **Théorie de la révolution prolétarienne** », il

tire cette conclusion pour le moins équivoque sur « l'Impérialisme » de Lénine : « En conséquence, se modifie (?) la façon même d'envisager la question de la révolution prolétarienne, du caractère de la révolution, de son étendue, de sa profondeur ; se modifie (?) le schéma de la révolution en général »... Les étudiants de l'université Sverdlov avaient trouvé un mauvais maître !

A l'époque du premier plan quinquennal et de la crise mondiale, le système des résumés simplistes, des citations tronquées et des mots d'ordre à l'emporte-pièce s'avéra insuffisant pour effacer l'impression désagréable produite par les critiques de Lénine à l'adresse des Kautsky-Staline. De graves conflits sociaux et politiques s'annonçaient sur la scène internationale : il fallut retirer Lénine du champ de bataille et le faire entrer à l'Académie. Là une armée de professeurs et d'économistes s'occupa de disséquer et d'amputer « l'impérialisme ». C'est alors que l'on commença à y trouver des « nouveautés ».

Dans l'« Histoire du Parti Communiste de l'U.R.S.S. » de 1938, Staline déclare carrément que Lénine nous a donné avec « l'Impérialisme » une « théorie nouvelle » de la révolution et du socialisme. « Elle différait foncièrement, écrit-il, de la conception répandue dans la période du capitalisme pré-impérialiste parmi les marxistes, au temps où ceux-ci estimaient que la victoire du socialisme était impossible dans un seul pays, que le socialisme triompherait simultanément dans tous les pays civilisés. C'est en partant des données relatives au capitalisme impérialiste, exposées dans son remarquable ouvrage « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme », que Lénine renversait cette conception comme périmée ; il formulait une nouvelle conception théorique d'après laquelle la victoire simultanée du socialisme dans tous les pays était jugée impossible. (Ici, comme tout au long, c'est Staline qui souligne - N. D. R.), tandis que la victoire du socialisme dans un seul pays capitaliste pris à part était reconnue possible » (« Histoire du P.C. de l'U.R.S.S. » chapitre VI, alinéa 3).

Laissons de côté la question du « socialisme dans un seul pays » et cette perle du Grand Staline jugeant tout seul de ce qui est « possible » et mieux « impossible » dans l'Histoire. Le trait caractéristique de cette falsification, c'est que Staline présente le « marxisme de Marx » comme dépassé par le « léninisme ». Dès la première page de ses « Questions du léninisme », il éprouvait déjà le besoin de définir le « léninisme » comme « le marxisme de l'époque de l'impérialisme, contrairement à certains critiques du léninisme qui le considèrent non comme le marxisme développé plus avant (!) mais seulement comme la restauration du marxisme et son application à la réalité russe » (« Questions du Léninisme », ch. I). Exploitant le « léninisme » comme un nouveau modèle déposé, Staline devait tout naturellement découvrir dans « L'Impérialisme » (et par ses applications « originales » à la « réalité russe ») beaucoup de nouveautés que Marx n'avait pas « prévues ». C'est ainsi qu'il emboîte le pas de tous les réformistes, trouvant des « différences foncières » entre l'impérialisme moderne et le « capitalisme de Marx ». L'audace consistait seulement à attribuer cette vieillerie « théorique » au « remarquable ouvrage » de Lénine !

Toutefois, pour transformer vraiment ce « remarquable ouvrage » en une icône inoffensive, il fallait encore en étouffer tout l'esprit militant. Ce que n'avaient pas fait les résumés de Staline, l'Académie le fit par les exégèses et commentaires, la compilation statistique et les éditions « savantes ». C'est à cette fin que le duo Varga-Mendelsohn publia avant guerre les « **Données complémentaires à « l'Impérialisme » de Lénine** » nouvelle étape de la falsification, mais non la dernière.

LES « COMPLEMENTS » DE VARGA-MENDELSON - STALINE

Il ne s'agissait pas là de mettre à jour le matériel statistique de Lénine en esquissant un tableau de l'économie mondiale à l'issue de la grande crise. Sous ce bon prétexte, les académiciens ont purement et simplement tenté d'« ajourner » Lénine lui-même. Il leur fallait émousser la pointe de ses critiques contre les « derniers mohicans » de la démocratie bourgeoise et les « anti-impérialistes » à la Staline. Cela n'était possible qu'en royant cette vigoureuse polémique dans une édition-fleuve de « **l'Impérialisme** » où le texte de Lénine fut entrecoupé à chaque page de compléments statistiques et de commentaires dans l'esprit de cette abondante littérature petite bourgeoise (et « fasciste » !) qui aime tant bavarder sur les monopoles « apatrides », leurs profits, leurs machinations et leurs scandales. C'est depuis cette époque que la presse stalinienne a repris pour toute « critique » de l'impérialisme, le ton, les méthodes et les arguments de la littérature réactionnaire, « anticapitaliste » et « antisémite ».

Par les « **Données complémentaires** » les Editions d'Etat avaient donc réalisé, sans conteste, un tour de force de la scolastique moderne : une publication inoffensive et à grand tirage du cinglant petit opuscle de Lénine. Cette publication a d'autres « mérites ». Elle présage déjà les sensationnelles trouvailles « théoriques » que fera Staline en 1952. A la page 323 de la traduction française, nous lisons ces lignes : « Le capitalisme n'exploite pas suffisamment les grandes possibilités de la production « combinée » dues au développement actuel de la technique. Les limites relativement étroites de la concentration capitaliste de la production apparaissent d'une façon saisissante si on considère les réalisations de l'U.R.S.S. qui, en très peu de temps, a transformé un pays de petite et minuscule exploitation agricole en un pays où l'agriculture est la plus mécanisée du monde (?!) et qui a construit et continue de construire des entreprises industrielles géantes de dimensions inconnues en Europe capitaliste » (« **Données complémentaires...** » Ed. Sociales, 1949, p. 323). Ce commentaire de Mendelsohn trouve un écho dans le texte de Maurice Dobb que nous citions précédemment (cf. « Questions de l'impérialisme » P.C. N° 36). **L'exaltation de l'industrialisme d'Etat en Russie a conduit tous ces « critiques » de l'impérialisme à l'apologie du Capital.** A les entendre, l'impérialisme « n'exploite pas suffisamment » ses grandes possibilités, la concentration capitaliste piétine dans des « limites relativement étroites », le problème du « sous-développement » ne se pose pas seulement dans les pays arriérés, mais aussi dans les métropoles, et il ne pourrait être résolu que

par le dynamisme d'un capitalisme « sain » et « populaire » qui ne recherche pas des profits de monopole, mais se contente de profits « honnêtes », etc..., etc. Ainsi se renoue le fil de la tradition réformiste : Kautsky-Staline-Mendelsohn-Khrouchtchev-Dobb.

Il appartenait pourtant à Staline de placer la future « compétition économique » entre l'Est et l'Ouest, la course russo-américaine à la haute technicité et aux orgies productives, sur sa véritable base doctrinale : un reniement complet non seulement du programme et des principes du communisme révolutionnaire, mais de toute la théorie marxiste jusqu'à l'Abc du « Capital ». Cet heureux événement se produisit en 1952, lorsque l'on publia les « **Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.** ». Les « problèmes économiques » de l'U.R.S.S. ont provoqué décidément bien des aveux et des renoncements du faux « socialisme » russe ! Cette fois Staline poussa les innovations théoriques à l'extrême limite. Il découvrit en effet que **les lois qui déterminent la marche de toute la production capitaliste ne sont plus les mêmes à l'époque impérialiste qu'à celle du capitalisme prémonopoliste, le « capitalisme de Marx ».**

« On soutient que la loi du taux moyen de profit est la loi économique fondamentale du capitalisme actuel, écrit Staline (et ce « on » désigne tout simplement Marx, Lénine et tous les marxistes de tous les temps !). Cela est faux. Le capitalisme actuel, le capitalisme de monopole ne peut se contenter du taux moyen qui, au surplus, a tendance à diminuer par suite du relèvement de la composition organique du capital. L'actuel capitalisme de monopole ne demande pas le profit moyen, mais le profit maximum nécessaire pour réaliser plus ou moins régulièrement la reproduction élargie... La loi de la plus-value est une loi d'ordre trop général, qui ne touche pas aux problèmes du taux maximum du profit, dont la garantie est la condition du développement du capitalisme monopoliste. Pour combler cette lacune, il faut concrétiser la loi de la plus-value et la développer, en accord avec les conditions du capitalisme de monopole, en tenant compte que ce dernier ne réclame pas n'importe quel profit, mais précisément le profit maximum » (« **Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.** » ch. VII).

Notre parti a tiré, depuis longtemps, tous les enseignements de cette stupéfiante pirouette. Le lecteur pourra se reporter en particulier au « **Dialogue avec Staline** » ou encore à l'article « **Tous contre les monopoles !** » (P.C. N° 18). Si nous reproduisons une nouvelle fois cette page d'anthologie, c'est pour souligner l'impeccable rigueur de Staline-théoricien, son sens infaillible du déterminisme historique... Le capitalisme de monopole, dit Staline, « ne peut se contenter du taux moyen », « ne demande pas le profit moyen », « ne réclame pas n'importe quel profit ». En un mot, il fait ce qu'il veut, comme le maréchal Staline dans ses appartements du Kremlin. **Le capitalisme serait donc capable de s'organiser efficacement pour enrayer la baisse du taux de profit en stoppant de façon durable tout progrès technique** susceptible de modifier la composition organique du capital. Quand on fait une découverte de ce genre, il faut en tirer toutes

les conséquences et dire : Communistes du monde entier, votre cause est à jamais perdue, rangez au grenier vos mythes périmés, il n'y aura pas de « Grand Soir », le Capital est immortel !

Staline et Khrouchtchev ont bien dit cela, mais à la manière russe. Puisque l'impérialisme occidental était réputé capable de revenir à l'âge des manufactures et de réintroduire le travail à la main pour arrêter la baisse tendancielle du taux de profit, la grande production des géants de l'industrie russe « se contentant » de profits « modestes », devrait inévitablement le battre sur le marché mondial. Tels sont les grands appétits du capitalisme russe qui firent tourner la faible tête de Staline ! Aujourd'hui tout cela n'est plus qu'anecdote : Moscou n'a pas seulement remis les thèses de Staline, mais on renonce aussi au projet insensé de rattraper les USA à court terme. Cette anecdote pourtant se rattache à une œuvre qui demeure, la falsification de Lénine et de Marx. Staline avait eu sur le tard le courage de prendre sous son bonnet ses théories bizarres. Les desservants de son culte académique sont allés beaucoup plus loin dans l'impudence. Ainsi, le « **Manuel d'économie politique** » publié par l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. s'efforçait d'attribuer à Lénine la découverte du « profit maximum ». Dans le chapitre XVIII de la seconde édition, nous lisons ceci : « Dans ceux de ses ouvrages où Lénine s'attache à analyser l'essence économique et politique de l'impérialisme, sont exposées les thèses initiales de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel... » (« **Manuel d'économie politique** » 2 éd., 1955). « Thèses initiales » ou « thèses fondamentales » ? Thèses de Lénine ou thèses de Staline ? On ne sait plus. Ici, la « science » économique tombe dans le truquage comtable. Elle est à bout de souffle ; et n'en parlons plus !

LA « MAUDITE LANGUE D'ESOPE »

Il est facile de voir comment les falsifications staliniennes ont prolongé l'œuvre de la censure tsariste. Dans sa préface d'avril 1917, Lénine disait : « Cette brochure a été écrite, compte tenu de la censure tsariste. Aussi ai-je dû me borner strictement à une analyse théorique — surtout économique — et ne formuler les quelques observations politiques indispensables qu'avec la plus grande prudence, par voie d'allusions, dans cette maudite langue d'Esopé à laquelle le tsarisme contraignait les révolutionnaires toutes les fois qu'ils prenaient la plume pour écrire une œuvre « légale » ». A la première page de sa brochure, Lénine écrit encore, dans la plus limpide « langue d'Esopé » : « Nous n'aurons pas à nous arrêter sur le côté non économique de la question, comme il le mériterait ». Ce « côté non économique », ces « observations politiques indispensables », Lénine les souligne dans sa « **Préface aux éditions française et allemande** » de juillet 1920. Il s'agit de la critique du kautskysme, des « coolies de la plume aux gages de l'impérialisme » ; d'autant, poursuit Lénine, que « le pacifisme et le démocratisme en général (qui ne prétendent pas le moins du monde au marxisme, mais qui, tout comme Kautsky et Cie, estompent la profondeur des contradictions de l'impérialisme et le caractère inévitable de la crise révolutionnaire qu'il engendre) sont encore très puissants

dans le monde entier ». Et Lénine appelle les communistes d'Occident à utiliser les « faibles vestiges de la légalité qui demeurent » pour dénoncer « **tout le mensonge des vues des social-pacifistes et de leurs espoirs en une démocratie mondiale** ».

Lénine considérait donc la critique de Kautsky comme un des moments essentiels de son œuvre. Et il est curieux de voir que très tôt les luturs staliniens russes n'ont pas « aimé » ces critiques. Dans une lettre à I. Armand, Lénine écrivait que l'éditeur pressenti de « **L'Impérialisme** » était mécontent des attaques contre Kautsky : « Et c'est Gorki, le veau ! » ajoutait Lénine (18/12/1916). Dans une lettre à Pokrovsky, le futur « grand » historien de l'ère stalinienne, qui préparait une édition expurgée de « **L'Impérialisme** », Lénine le pria au moins d'imprimer : « **Nous**, éditeurs, nous avons évincé la critique de Kautsky... » (21/12/1916). Cette œuvre « légale du point de vue de la censure tsariste » était encore indigeste pour un démocrate petit-bourgeois. Essayons d'en reconstituer l'unité théorique et de bataille.

Comme dans « **Le Capital** », nous retrouvons dans « **L'Impérialisme** » de Lénine trois moments indissolublement liés entre eux : l'analyse économique de la société capitaliste, la démonstration de la nécessité du communisme et l'intervention politique dans la lutte sociale (ici, la critique de l'opportunisme kautskiste).

L'analyse économique de l'impérialisme s'appuie sur les travaux d'Hobson et d'Hilferding ainsi que sur les données statistiques de l'économie mondiale. Lénine mène cette analyse de façon à dégager les caractères fondamentaux de l'impérialisme, contrairement aux économistes bourgeois et sociaux démocrates qui s'efforcent de les escamoter ou de les obscurcir. Les titres des six premiers chapitres soulignent chacun de ces caractères : 1) la concentration de la production et les monopoles ; 2) les banques et leur nouveau rôle ; 3) le capital financier et l'oligarchie financière ; 4) l'exportation des capitaux ; 5) le partage du monde entre les groupements capitalistes ; 6) le partage du monde entre les grandes puissances.

Lénine concentre en quelques formules le second moment de son étude : « **l'impérialisme est la veille de la révolution prolétarienne** », ou encore « **le stade suprême du capitalisme** ». Dans le chapitre X, il écrit : « De tout ce qui a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition, ou plus exactement un capitalisme agonisant ». Lénine développe cette prévision de la société communiste en opposition aux idéologues petits bourgeois qui veulent faire tourner à reculons la roue de l'histoire. Critique et prévision diffusés dans tout le livre, mais que nous retrouvons en particulier dans les chapitres suivants : 7) l'impérialisme, stade suprême du capitalisme ; 8) le parasitisme et la putréfaction du capitalisme ; 10) la place de l'impérialisme dans l'Histoire.

Troisième moment : « **la critique de l'impérialisme** ». C'est le titre du

chapitre IX, consacré à la critique de Kautsky, mais la matière en est éparse dans tout le livre. « La critique de l'impérialisme, dit Lénine, nous la concevons au sens large du mot comme l'attitude des différentes classes de la société envers la politique de l'impérialisme, attitude en rapport avec l'idéologie générale de chacune d'elles ». Cette critique est celle de l'opportunisme, de ses bases économiques et sociales à l'époque de l'impérialisme. Lénine y envisage à la fois les positions de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière et leur influence sur le prolétariat révolutionnaire. « Comme les particularités politiques de l'impérialisme sont la réaction sur toute la ligne, le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, une opposition démocratique petite bourgeoise est née dans presque tous les pays impérialistes au début du XX^e siècle. Et si Kautsky et le vaste mouvement kautskiste international ont rompu avec le marxisme, c'est parce que Kautsky n'a pas pensé et n'a pas su faire face à cette opposition petite bourgeoise, réformiste, économiquement réactionnaire, mais au contraire s'est pratiquement fondu avec elle » (ch. IX).

Ces trois moments de la critique (analyse des rapports économiques, prévision du communisme, dynamisme des rapports entre les classes), Lénine les a relevés de façon explicite dans un passage du chapitre VII : « Nous verrons plus loin, écrit-il, l'autre définition que l'on peut et doit donner de l'impérialisme, si l'on envisage non seulement **les notions fondamentales purement économiques** (premier moment), mais aussi **la place historique qu'occupe ce stade du capitalisme par rapport au capitalisme en général** (deuxième moment), ou bien encore **le rapport de l'impérialisme et des deux tendances fondamentales dans le mouvement ouvrier** (troisième moment) ».

RIEN DE « NOUVEAU » SOUS L'IMPERIALISME

En ce qui concerne le premier point, l'analyse économique de l'impérialisme, nous avons repris précédemment quelques-uns des caractères fondamentaux de ce « stade suprême » qui révèlent l'aggravation de tous les antagonismes engendrés par le Capital (cf. « Questions de l'impérialisme » P.C. N° 36). Nous avons également montré que le réformisme n'a d'autre but que de camoufler ces antagonismes et d'embellir les traits caractéristiques du capitalisme agonisant. Il nous faut maintenant insister sur un autre élément important de cette analyse économique. Nous venons de voir avec quelle impudence Staline prétendait avoir découvert de « nouvelles » lois au capitalisme de monopole, lois que le pauvre Marx n'aurait pas soupçonnées. Si l'on a passé sous silence les critiques contre Kautsky, on a mené grand tapage sur les prétendues « nouveautés » théoriques contenues dans « L'Impérialisme ». La « génialité » de Lénine n'est pas là. Elle consiste simplement à avoir dit et montré que « **le capitalisme reste le capitalisme** », qu'à son stade impérialiste, il n'a rien développé qui n'ait été en germe dans le « capitalisme de Marx ».

Au début du chapitre VII, Lénine écrit : « L'impérialisme a surgi com-

me le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général ». Plus loin, il explique que le propre de l'opportunisme est de ne pas voir, de refuser de voir, **le lien entre l'impérialisme et les bases mêmes du capitalisme**. Dénonçant l'anti-impérialisme bourgeois et sa « lutte contre les monopoles », il dit : « Aussi longtemps que toute cette critique craignait de reconnaître la liaison indissoluble entre l'impérialisme et les trusts, et partant, entre l'impérialisme et les fondements du capitalisme, aussi longtemps qu'elle n'osait s'unir aux forces engendrées par le grand capitalisme et son développement, elle demeurait un « souhait innocent » » (ch. IX). Tout au long de sa brochure, Lénine montre comment l'histoire de la société bourgeoise et le développement de son mode de production ont engendré les formes typiques du capitalisme monopoliste, et dès le début, il rappelle que Marx avait justement prévu de tels développements :

« Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait « **Le Capital** », la libre concurrence paraissait à l'immense majorité des économistes une « loi de la nature ». La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'œuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme, que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, à son tour, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un

A la continuité de l'opportunisme réformiste, Lénine oppose de façon impeccable **l'invariance du marxisme**. Comme il le montrera plus tard, fait. Les économistes accumulent des montagnes de livres pour en décrire les diverses manifestations, tout en continuant à déclarer en chœur que « le marxisme est réfuté » » (ch. I).

dans sa polémique avec Boukharine, aucun phénomène de l'impérialisme moderne ne peut être compris si on ne le rattache aux caractéristiques fondamentales du capitalisme individualisées par Marx. C'est ainsi que dans le chapitre VIII, « Le parasitisme et la putréfaction du Capitalisme », Lénine relie la recherche de surprofits par l'exportation des capitaux et les ententes monopolistes, à la tendance plus générale à la baisse du taux de profit qui détermine tout le mouvement de la production capitaliste : « Certes, un monopole en régime capitaliste ne peut jamais supprimer complètement et pour très longtemps la concurrence sur le marché mondial (c'est là, entre autres, une des raisons de l'absurdité de la théorie de l'ultra-impérialisme). Il est évident que la possibilité de réduire les frais de production et d'augmenter les bénéfices en introduisant des améliorations techniques pousse aux transformations. Mais la **tendance** à la stagnation et à la putréfaction propre au monopole continue à agir de son côté et, dans certaines branches d'industrie, dans certains pays, il lui arrive de prendre pour un temps le dessus ».

On voit combien il était difficile d'attribuer à Lénine la prétendue « loi du profit maximum ». Lénine parle seulement de « **tendance à la stagnation** » qui, « **pour un temps** », peut l'emporter « **dans certaines branches d'industrie** », « **dans certains pays** », mais qui ne supprime jamais la concurrence - espoir « ultra-impérialiste » qu'il taxe « **d'absurdité** » ! Car,

explique Lénine, « ce monopole est capitaliste, c'est-à-dire né du capitalisme, et, dans les conditions générales du capitalisme, de la production marchande, de la concurrence, il est en contradiction permanente et sans issue avec ces conditions générales » (ch. VIII).

Sur ce point comme sur tous les autres, Lénine met donc son analyse économique de l'impérialisme en étroite relation avec les lois générales de la production capitaliste dans son ensemble. Il explique l'un par l'autre, établit la continuité historique et sociale des phénomènes étudiés et donne la plus brillante confirmation « moderne » de l'œuvre de Marx. Ces liens dialectiques, ces rapports réciproques entre l'impérialisme et le capitalisme prémonopoliste, soutendent toute l'analyse économique du livre, même s'ils affleurent seulement au fil des chapitres. Dans ses « **Cahiers sur l'impérialisme** », Lénine en donne une magnifique synthèse en polémique avec les conceptions de Kautsky. L'argument de Kautsky, devenu celui de tout le stalinisme, est que l'indépendance des colonies constitue une victoire décisive sur l'impérialisme et que les monopoles internationaux ne sont plus « nécessaires » au développement ultérieur du capitalisme mondial. Voici la réponse de Lénine :

« Exportation dans les colonies (et les pays financièrement dépendants) contre exportation dans les pays indépendants :

Admettons que la seconde soit plus grande et se développe plus vite que la première. Cela prouve-t-il la "non nécessité" des colonies et des réseaux de dépendance financière ? (K. Kautsky). Non, car (1) même dans les exportations (à l'intérieur des exportations) vers les pays indépendants croît la part des cartels, des trusts, du dumping...

(2) Le capitalisme financier n'évince pas les formes inférieures (moins développées, arriérées) du capitalisme, mais croît à partir d'elles, au-dessus d'elles...

(3) Il existe une certaine corrélation entre la vente "normale" et monopoliste, donc entre les exportations "normales" et monopolistes. Les capitalistes ne peuvent pas ne pas vendre des marchandises de série (staple) aux millions d'ouvriers. Cela signifie-t-il qu'il ne leur est pas "nécessaire" d'amasser des surprofits dans leurs "livraisons" à l'Etat, aux chemins de fer ?

(4) Le surprofit des ventes privilégiées et monopolistes compense le faible profit des ventes "normales".

(5) Comparez avec les banques : on compense un faible profit (parfois l'absence de profit) sur des opérations "normales" de crédit, par des surprofits tirés lors du lancement des emprunts, des fondations de sociétés par actions, etc...

(6) La haute technique des entreprises concentrées et la "haute technique" de la filouterie financière, la "haute technique" (en réalité bien basse) de l'oppression du capital financier, tout cela est indissolublement lié sous le capitalisme. K. Kautsky veut briser ce lien, "blanchir"

le capitalisme, prendre ce qu'il a de bon, rejeter ce qu'il a de mauvais, "proudhonisme contemporain", réformisme petit-bourgeois, "camouflé en marxisme".

En somme, le capital financier (monopoles, banques, oligarchie, corruption, etc.) n'est pas une excroissance accidentelle sur le capitalisme, mais la continuation et le produit inévitable du capitalisme... Non seulement les colonies, mais aussi (a) l'exportation des capitaux ; (b) les monopoles ; (c) un réseau de dépendance et de liens financiers ; (d) la toute-puissance des banques ; (e) concessions et corruptions, etc..., etc... » ("Cahiers de l'impérialisme" : "Cahier bêta", "Remarques sur le capital financier en général").

Cette remarquable ébauche du plan de « l'Impérialisme » ne met pas seulement en relief la connexion étroite entre deux phases du capitalisme, mais elle en restitue intégralement tous les mouvements contradictoires, depuis la société par actions jusqu'à l'économie mondiale.

UN CAPITALISME AGONISANT

Le deuxième moment de l'analyse léniniste est constitué par la définition de l'impérialisme comme stade particulier du Capitalisme. Nous avons déjà montré l'importance que Lénine attache à cette définition en polémique avec Kautsky qui se refusait à voir dans l'impérialisme un degré nécessaire et inévitable pour mieux s'abandonner aux rêves d'une « nouvelle phase » où le capital financier uni à l'échelle internationale réussirait à instaurer un « ultra-impérialisme pacifique ». Dans sa préface de 1915 au livre de Boukharine, « L'économie mondiale et l'impérialisme », Lénine souligne également que « l'importance scientifique de l'œuvre de N.I. Boukharine sur l'économie mondiale et l'impérialisme, comme un tout, comme un degré déterminé dans le développement du Capitalisme le plus évolué ». Enfin, au chapitre VII de « L'Impérialisme » (« Le parasitisme et la putréfaction du Capitalisme ») Lénine écrit : « Un des défauts du marxiste Hilferding, c'est qu'il a fait ici un pas en arrière par rapport au non marxiste Hobson ».

Depuis Lénine et Boukharine, les marxistes ont dû défendre cette notion de « stade suprême du capitalisme », de « parasitisme impérialiste », contre deux conceptions apparemment opposées, mais qui se sont toujours conjuguées pour tromper le prolétariat et le détourner de ses objectifs de classe révolutionnaire. Il s'agit, en premier lieu, de la « critique » du réformisme petit-bourgeois qui voudrait revenir en arrière, des monopoles à la libre concurrence, des trusts internationaux aux cadres devenus trop étroits de « l'économie nationale » ; l'autre conception, au contraire, fait l'apologie du « progrès » et des « réformes » impérialistes, fermant les yeux sur ce fait que toutes les « réformes » du capitalisme actuel ne peuvent que renforcer ses tendances profondes au croupissement et à la réaction. Comparant cette attitude des social-impérialistes aux erreurs des libéraux russes qui vantaient le progressisme capitaliste, Lénine disait dans sa préface au livre de Boukharine : « Il y a des signes qu'aujourd'hui même ce fait indiscutable que le capitalisme est progressiste, comparé au « para-

dis » semi-philistin de la libre concurrence, que l'impérialisme est inévitable et qu'il l'emportera définitivement dans tous les pays avancés, est susceptible de conduire à des erreurs et à des mésaventures politiques et apolitiques aussi nombreuses et aussi variées ». Plusieurs décades de « progressisme » antifasciste ont largement illustré ces « mésaventures politiques et apolitiques » de socialistes en parole, dont toutes les « réformes » n'ont fait que porter de l'eau au moulin des grands monopoles étatiques et de l'impérialisme réactionnaire.

Toute définition, rappelle Lénine, ne peut jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène en plein développement. Les définitions que l'école stalinienne a données de l'impérialisme en constituent le meilleur exemple. Lénine dit : « stade monopoliste du Capitalisme ». Staline affiche : « pouvoir des monopoles » (encore une définition « politique » à la Kautsky !). Lénine dit : « fusion du capital bancaire et du capital industriel et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ». Staline individualise le parasitisme des « deux cents familles », comme si ces traits parasitaires ne marquaient pas d'une façon indélébile **toute la structure sociale du capitalisme vieillissant**. Lénine ne se contente pas de formuler ces notions de « stade suprême » et de « pourrissement » du Capitalisme, il s'efforce de leur donner **un double contenu : historique et économique**.

« L'impérialisme, écrit Lénine, est, par son essence économique, le capitalisme des monopoles. Cela seul suffit à établir la place de l'impérialisme dans l'histoire, car le monopole qui surgit sur le terrain de la libre concurrence — et surgit justement de la libre concurrence — est la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur ». (ch. X).

C'est le développement du Capitalisme, montre Lénine, la concentration de la production et du capital, qui ont engendré de puissants monopoles contrôlant la plus grande partie de la production nationale ou du marché mondial dans une branche déterminée, faisant ainsi mûrir les conditions sociales de la révolution prolétarienne. De la même manière, c'est la croissance démesurée et devenue parasitaire du grand capital qui a déjà créé le marché mondial, internationalisé l'ensemble de la vie économique, et qui ne trouve plus d'autre solution à ses antagonismes que dans le partage et le repartage impérialiste de l'univers. Si les expéditions coloniales du siècle dernier avaient encore le triste mérite d'élargir par les armes et par l'alcool les frontières du monde capitaliste, la nouvelle politique coloniale d'exportation des capitaux et de repartage des sphères d'influence ne peut même plus se prévaloir de cette mission « civilisatrice ». Dans le chapitre VII, Lénine caractérise ainsi cette nouvelle politique tant vantée par le pacifisme anticolonialiste : « Le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriées aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée des territoires du globe entièrement partagé ».

S'il fallait donc donner de l'impérialisme une définition qui ne soit pas statique, l'on devrait dire qu'il représente ce stade du capitalisme où le vieux mode de production a déjà accompli sa tâche historique de socialisation de la vie économique et de création du marché mondial. Dans un passage du « Capital », Marx montre qu'une fois cette tâche accomplie, la domination du Capital prendra inévitablement des formes parasitaires. Soulignant l'importance du crédit pour accélérer ce mouvement, il écrit :

« Voici les deux aspects de la caractéristique immanente du crédit : d'une part, développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu, et pour limiter de plus en plus le petit nombre de ceux qui exploitent les richesses sociales ; mais, d'autre part, constituer la forme de transition vers un nouveau mode de production, — c'est ce double aspect qui donne aux principaux défenseurs du crédit, de Law jusqu'à Isaac Péreire, leur caractère agréablement mitigé d'escrocs et de prophètes ». (« Le Capital » L. III ch. XXVII, Ed. Soc. t. VII, p. 107).

LA « DEPERSONNALISATION DU CAPITAL »

Si au siècle dernier les défenseurs du crédit pouvaient apparaître à la fois comme des escrocs et des prophètes, les modernes champions du capital financier ne se signalent plus que comme escrocs. Et l'on pourrait seulement se demander qui l'emporte en escroquerie, du spéculateur en bourse ou du spéculateur en chambre qui théorise le « capitalisme populaire » ou les « voies pacifiques au socialisme ».

En effet, lorsque les apologistes de l'impérialisme américain ou les maîtres chinois de la « rééducation des capitalistes » spéculent sur les formes les plus achevées du parasitisme social bourgeois, dans lesquelles le capitalisme individuel ne se présente plus comme propriétaire de capitaux, mais se transforme en simple bureaucrate gestionnaire de la production sociale, ils commentent ce phénomène comme une nouveauté insoupçonnée par Marx et une garantie de passage indolore au « socialisme ». Le même J. Burnham, qui vantait la suprématie mondiale de l'impérialisme américain a aussi glorifié la « révolution des managers » qui devrait bannir à jamais le spectre de la révolution prolétarienne. Pour leur malheur, ces « théoriciens » n'ont rien découvert et Marx avait déjà rencontré leurs conceptions chez un certain A. Ure qui écrit une « Philosophie des Manufactures ». Dans le livre III, ch. XXIII du « Capital », Marx écrit :

« M. Ure a déjà remarqué que ce ne sont pas les capitalistes industriels, mais les directeurs (managers) industriels qui sont « l'âme de notre industrie »... » Et Marx poursuit :

« La production capitaliste est arrivée au stade où le travail de haute direction, entièrement séparé de la propriété du Capital, court les rues. Il est donc devenu inutile que ce travail de direction soit exercé par le capitaliste lui-même. Un chef d'orchestre n'a pas besoin d'être le propriétaire

des instruments ; le « salaire » des autres musiciens ne le concerne en rien et n'a rien à voir avec ses fonctions de dirigeant. Les entreprises coopératives démontrent que le capitaliste, comme fonctionnaire de la production, est devenu tout aussi superflu que lui-même, dans ses représentants les plus accomplis, trouve inutile le grand propriétaire terrien. Si le travail du capitaliste ne découle pas de la nature exclusivement capitaliste du procès de production, c'est-à-dire s'il ne cesse pas avec le Capital lui-même ; s'il ne se limite pas à la fonction d'exploiter du travail d'autrui ; s'il résulte au contraire de la forme sociale du travail, de la combinaison et de la coopération d'un grand nombre d'individus en vue d'un résultat commun, ce travail est aussi indépendant du Capital que cette forme elle-même, dès qu'elle fait éclater son enveloppe capitaliste. Affirmer la nécessité de ce travail, comme travail capitaliste et fonction des capitalistes, ne signifie rien d'autre que l'incapacité du vulgaire (la grande masse des économistes politiques) de se représenter les formes développées au sein de la production capitaliste dégagées et libérées de leur caractère capitaliste contradictoire » (« **Le Capital** », Ed. Soc. t. VII. p. 51-52).

Marx nous donne ici une première définition de ce stade ultime du capitalisme où la forme sociale du travail a rendu superflu le capitaliste individuel comme propriétaire du Capital, exploiteur immédiat du travail salarié et même (ô managers !) comme fonctionnaire de la production. En cette phase suprême du capitalisme, où se réalise à plein — comme dit Boukharine — « le processus de dépersonnalisation du Capital », Marx concluait : « **Seul le fonctionnaire demeure, le capitaliste disparaît du procès de production** ». Le capitalisme sénile se présente toujours plus comme une entreprise sans propriété, il réalise, dit Boukharine, « la transformation de toute l'économie nationale en une gigantesque entreprise combinée aux ordres des rois de la finance et de l'État capitaliste ». Telle est la conception que nous avons toujours soutenue contre les économistes et les politiciens russes qui voient un gage et une preuve de socialisme dans la simple disparition du capitaliste individuel. Affirmer que cette fonction des capitalistes est absolument nécessaire au développement ultérieur du capitalisme, expliquait Marx, c'est être incapable de « se représenter les formes développées au sein de la production capitaliste ». Belle conception du « socialisme » que Moscou fait reposer sur l'ignorance la plus crasse des caractères fondamentaux de la production capitaliste !

Kossyguine et Liberman ne démordent pas de cette « thèse » que l'absence de toute propriété privée du Capital et la présence à la tête de la production de simples directeurs salariés changent du tout au tout la **nature du profit** en U.R.S.S. Ils apportent ainsi leur caution « socialiste » aux théoriciens du « capitalisme populaire » et de « l'ère des managers ». Dans le chapitre déjà cité du « **Capital** » (L. III, ch. XXIII), Marx évoque cette confusion entre le profit d'entreprise et le salaire du directeur. « Cette confusion, dit-il, fut entretenue dans le but apologétique de présenter le profit, non comme de la plus-value, c'est-à-dire du travail non

payé, mais comme le salaire du capitaliste lui-même pour l'accomplissement de son travail » (Ed. Soc. t. VII, p. 53). Devant cette attitude, rappelle Marx, les premiers socialistes anglais réclamèrent que le profit soit ramené aux proportions d'un simple salaire de surveillance : « Cette revendication qui s'opposait aux enjolivements théoriques était d'autant plus désagréable que, d'une part, ce salaire de surveillance tendait de plus en plus vers son niveau et son prix de marché déterminés, comme tout autre salaire d'ailleurs, du fait de la constitution d'une classe nombreuse de directeurs industriels et commerciaux ; et que, d'autre part, ce salaire diminuait de plus en plus, comme pour n'importe quel travail qualifié, étant donné le développement général entraînant l'abaissement de frais de production d'une force de travail spécialement formée » (Ibid. p. 53-54).

Il est peu probable que les ouvriers russes, comme leurs frères anglais du siècle dernier, prennent leurs dirigeants au mot et demandent que l'on réduise le profit d'entreprise à un juste salaire de direction. Non pas seulement parce qu'à l'époque impérialiste les Liberman et autres directeurs « courent les rues », voyant ainsi baisser le prix de leur force de travail. Marx discerne une raison bien plus importante : « Avec l'extension des coopératives du côté des ouvriers et des entreprises par actions du côté de la bourgeoisie (autrement dit avec le développement des formes modernes de la domination capitaliste - NDR), le dernier prétexte à confondre le profit d'entreprise et le salaire d'administration disparut ; le profit se montra alors pratiquement ce qu'il était indéniablement en théorie : de la simple plus-value, une valeur pour laquelle aucun équivalent n'est payé, du travail non payé réalisé » (Ibid. p. 54). Il est donc clair que lorsque le prolétariat russe se réveillera, il ne demandera pas la moindre réforme de la gestion des entreprises étatisées, mais l'abolition du système social qui repose sur le profit d'entreprise. Et la « révolution des managers », à l'Est comme à l'Ouest, n'aura servi qu'à rendre plus urgente et plus nécessaire la révolution prolétarienne !

« PARASITISME ET PUTREFACTION DU CAPITALISME »

Au début du chapitre III de « L'Impérialisme », Lénine écrit : « Il nous faut maintenant décrire comment la « gestion » des monopoles capitalistes devient inévitablement, sous le régime général de la production marchande et de la propriété privée, la domination d'une oligarchie financière ». Et Lénine montre à plusieurs reprises que cette « gestion » peut être indifféremment étatique ou privée, que « l' « union personnelle » des banques et de l'industrie est complétée par l' « union personnelle » des uns et des autres avec le gouvernement » (ch. II) ou mieux, que « les monopoles privés et les monopoles d'Etat se confondent à l'époque du capital financier, les uns et les autres n'étant que les chaînons de la lutte impérialiste entre les plus grands monopolistes pour le partage du monde » (ch. V).

Enfin, complétant sa définition du parasitisme impérialiste qui ne se limite pas aux scandales d'une oligarchie financière de brasseurs d'affaires

par la description des « Etats-rentiers » vivant de leurs profits exorbitants prélevés sur le reste de l'humanité, Lénine résume : « **Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu de tendances à la liberté, exploitation d'un nombre croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations riches ou puissantes, tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant** » (ch. X).

Nous n'étudierons pas ici les multiples manifestations de ce parasitisme devenu inévitable dès lors que le capitalisme a fait son temps, a accompli sa tâche historique. Comme nous l'avons fait précédemment, nous reviendrons sur quelques pages « prophétiques » de Marx pour montrer la parfaite continuité théorique entre l'analyse de Lénine ou de Boukharine et les prévisions du « Capital ». Nous avons vu comment Marx a observé, dans cette cellule élémentaire de la production capitaliste qu'est l'entreprise, la naissance et le développement de formes devenues prédominantes dans la phase sénile actuelle. En examinant le « rôle du crédit dans la production capitaliste » (L. III, ch. XXVII), Marx pousse sa recherche jusqu'aux cadres de « l'économie nationale » et du marché mondial. Une des conséquences du crédit est de faciliter la constitution de sociétés par actions, dans lesquelles « la fonction est séparée de la propriété du Capital », dit Marx.

« C'est la suppression du mode de production capitaliste à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même (et non une voie de passage paisible au socialisme ! - NDR), donc une contradiction qui se détruit elle-même et qui, de toute évidence, se présente comme simple phase transitoire vers une forme nouvelle de production. C'est aussi comme une semblable contradiction que cette phase de transition se présente (notez bien ceci : cette phase suprême du capitalisme est toujours caractérisée par cette contradiction explosive ! - NDR). Dans certaines sphères elle établit le monopole, provoquant ainsi l'immixtion de l'Etat. Elle fait renaître une nouvelle aristocratie financière, une nouvelle espèce de parasites, sous forme de faiseurs de projets, de fondateurs et de directeurs simplement nominaux ; tout un système de filouterie et de fraude au sujet de fondation, d'émission et de trafic d'actions. C'est là de la production privée sans le contrôle de la propriété privée » (Ed. Soc. t. ; VII, p. 104).

Engels accompagne cette pénétrante analyse de la société par actions de cette remarque : depuis Marx, de nouvelles formes industrielles se sont développées « représentant la société par actions à la seconde et à la troisième puissance ». Et il décrit un cartel de l'industrie chimique anglaise, ajoutant que dans cette branche le monopole a remplacé la concurrence, « ce qui prépare de la façon la plus réjouissante le chemin à l'expropriation future par toute la société ». Sur la base du crédit, et à plus forte raison sur celle du capital financier, Marx explique l'aventurisme et la spéculation effrénés des brasseurs d'affaires : « Le crédit offre au capitaliste particulier ou à celui qui passe pour tel, la disposition absolue, à l'intérieur de certaines limites, de capital d'autrui, de propriété d'autrui, et par consé-

quent de travail d'autrui... Ce que risque le commerçant en gros qui spé-
cule n'est pas sa propriété privée, mais de la propriété sociale ». Et Engels
note à nouveau que Marx décrit là avec 20 ans d'avance les scandales
financiers comme celui de Panama.

Le capitalisme, dit Marx, est destructeur de propriété. Ceci est encore
plus vrai dans sa phase ultime. « L'expropriation s'étend ici du producteur
direct aux petits et moyens capitalistes eux-mêmes. Le point de départ du
mode de production capitaliste est justement cette expropriation. Son but
est de la réaliser et, en dernière instance, d'exproprier tous les individus
de tous les moyens de production, lesquels, la production sociale se déve-
loppant, cessent d'être moyens et produits de la production privée et se
bornent à être moyens de production entre les mains des producteurs
associés, donc peuvent être leur propriété sociale, tout comme ils sont
leur produit social. Mais à l'intérieur du système capitaliste lui-même,
cette expropriation se présente sous une forme contradictoire en tant
qu'appropriation par quelques-uns de la propriété sociale ; et le crédit
donne toujours davantage à ces quelques-uns le caractère de purs cheva-
liers d'industrie » (Ibid. p. 105).

Terminons donc sur cette question. C'est la tendance profonde du
capitalisme, son « point de départ » et son « but », de réaliser l'expropria-
tion de tous les producteurs et de tous les capitalistes. Ne pas comprendre
cela, dit Marx, c'est être incapable de se représenter les formes que déve-
loppe ce mode de production, « libérées de leur caractère capitaliste
contradictoire ». C'est ne rien comprendre au socialisme. Mais tant que
subsiste le régime de la production marchande, « cette expropriation se
présente sous une forme contradictoire en tant qu'appropriation par quel-
ques-uns de la propriété sociale ». Que ces quelques-uns soient des capi-
talistes individuels, l'Etat national ou une poignée de trusts qui se parta-
gent le marché mondial, cela ne change rien à l'affaire. Plus se dévelop-
pent les monopoles d'Etat et les trusts internationaux, plus s'accusent les
traits parasitaires du capitalisme impérialiste, la spéculation effreinée, les
antagonismes économiques et les crises mondiales. Parlant du système des
actions (mais ceci s'applique a fortiori au capital financier et à l'impéria-
lisme), Marx disait : « au lieu de surmonter la contradiction entre le carac-
tère social des richesses et la richesse privée, elle ne fait que l'élaborer et
la développer en lui donnant un nouvel aspect » (« Le Capital » L. III ch.
XXVII, Éd. Soc. t. VII, p. 105).

REFORME OU REVOLUTION ?

Sous de nombreux rapports, le troisième moment dans l'analyse de
Lénine, est étroitement lié aux deux autres. L'attitude des différentes
classes à l'égard de l'impérialisme est tout d'abord déterminée par leur
rôle et leur place dans le développement de la production. C'est ainsi que
la ruine massive des petits producteurs, note Lénine, a pu engendrer dans
tous les pays impérialistes un mouvement d'opposition petite bourgeoise
dès la fin du siècle dernier. De la même manière si, dès l'époque de la
Deuxième Internationale, le prolétariat a pu confondre ses intérêts et ses

méthodes de lutte avec ceux de la petite bourgeoisie démocratique et pacifiste, ce ne fut pas simplement par ignorance ou par trahison de ses **chefs**. Lénine a montré, à la suite d'Engels, comment les « Etats-rentiers » d'Europe Occidentale ont réussi, pendant toute une période historique, à entretenir aux frais de leurs empires coloniaux une couche d'ouvriers privilégiés dont les **intérêts matériels**, et par suite l'idéologie politique, ont effectivement coïncidé avec les intérêts et les conceptions impérialistes.

De la détermination et de l'analyse économique du stade atteint par le capitalisme impérialiste doit découler l'attitude du prolétariat révolutionnaire à son égard. Dans le chapitre IX de sa brochure, Lénine pose ces deux questions : « Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme ». Poser ces questions, lorsqu'on a défini **dans quel sens** évolue le capitalisme moderne et **quel degré** il a atteint, c'est déjà y répondre. Le prolétariat ne saurait souhaiter, comme la petite bourgeoisie, le retour du monopole à la libre concurrence, de la concentration du capital à l'éparpillement des petits producteurs, du travail social au travail parcellaire. Car l'impérialisme qui a entraîné la ruine irrémédiable de l'artisanat et de la paysannerie, du petit, du moyen et même du grand capitaliste, qui a conduit l'ensemble de l'humanité au bord de la faillite, dans le déchaînement des crises et des guerres mondiales, n'en est pas moins la veille et la prémisse du socialisme.

Et Lénine emprunte à Hillerding sa conclusion : « **Ce n'est pas l'affaire du prolétariat, écrit-il, d'opposer à la politique capitaliste plus progressive, la politique dépassée de l'époque du libre échange et de l'hostilité envers l'Etat. La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenu maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne, mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme** ». (« L'Impérialisme », ch. IX).

Lorsque la petite bourgeoisie traduit ses propres intérêts en mots d'ordre réformateurs, elle ne peut que formuler une utopie réactionnaire, attachée à son espoir de conserver le plus longtemps possible sa position chancelante entre le prolétariat et le grand capital. Mais lorsque ce réformisme vante cyniquement les « progrès » et la « nécessité » de l'impérialisme comme nouvelle étape indispensable avant d'arriver au socialisme ; lorsqu'au lieu de se lamenter sur l'omnipotence de l'Etat, il se fait l'agent de ses tendances autarciques, et qu'au lieu de réclamer le libre échange, il prétend « organiser la production » et surmonter l'anarchie du régime capitaliste ; lorsqu'il rêve enfin d'une pacifique « société des nations » cimentée par l'internationalisation du capital, ce réformisme n'en demeure pas moins à la fois utopique et réactionnaire.

Le propre du réformisme, dit Boukharine, est de mettre l'accent sur les capacités d'adaptation du développement capitaliste. Le marxisme, au contraire, ne considère ce développement que comme « **une reproduction élargie de ses contradictions** ». C'est pourquoi les rêves d'un « capitalisme organisé », d'une « extinction des crises » et du « rapprochement des peuples » sous l'impérialisme restent de pures utopies qui n'ont jamais fleuri que dans les périodes d'essor de la production : les années 20 avec le « fordisme », les années 50 avec le « khrouchtchévisme »... Le Capital est tout aussi incapable de surmonter ses propres contradictions qu'il lui est impossible de faire marche arrière, vieille conception du « retour éternel » que les premiers idéologues du progrès bourgeois avaient définitivement dépassée.

Tous les antagonismes exploseront ! Mais l'autre trait caractéristique du réformisme impérialiste, c'est d'être réactionnaire. Quelle réforme d'ordre social ou politique qui constitue un progrès réel pour sa cause révolutionnaire, le prolétariat peut-il attendre de l'impérialisme ? Celui-ci a déjà socialisé la production, créé le marché mondial, internationalisé toute la vie économique. Et c'est sur cette base que surgit et se développe son parasitisme. C'est sur cette base également que reposent ses tendances à la réaction. « **Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique** », écrit Lénine (ch. IX). Non seulement le prolétariat n'a plus rien à attendre de la démocratie politique, mais encore elle s'éloigne toujours plus dans la nuit des temps. L'impérialisme, montre Lénine, estompe au maximum les différences politiques pour accentuer partout la « fasciation » de l'économie et de l'État :

« La comparaison entre la bourgeoisie républicaine des Etats-Unis, par exemple, et la bourgeoisie monarchiste du Japon ou de l'Allemagne montre que, à l'époque de l'impérialisme, la plus grande différence politique s'atténue au plus haut degré, non point qu'elle soit insignifiante en général, mais parce que, dans tous ces cas-là, il s'agit d'une bourgeoisie affligée de traits parasitaires nettement déterminés » (« L'Impérialisme » ch. X).

Notre mouvement n'a pas interprété autrement la fausse alternative : fascisme ou démocratie ? Dans un texte classique de la gauche où les problèmes de la stratégie du parti prolétarien sont posés en corrélation avec les trois phases historiques de la production capitaliste, nous pouvons lire : « Le développement et l'évolution du monde et du régime capitaliste se font dans un sens centraliste, totalitaire et « fasciste » : le mouvement prolétarien doit-il allier ses forces à **ce mouvement devenu le seul aspect REFORMISTE de la domination du régime capitaliste et de la bourgeoisie** ? Peut-on espérer insérer la naissance du socialisme dans cette avance inexorable de l'étatisme capitaliste en aidant à disperser les ultimes résistances traditionnelles des libre-échangistes et libéraux, bourgeois conformistes de la première manière ?

Ou au contraire le mouvement ouvrier, durement frappé et disloqué pour n'avoir pas été capable de réaliser son indépendance vis-à-vis de la

collaboration de classe dans la phase des deux guerres mondiales, doit-il se reconstruire en rejetant une telle méthode et l'illusion qu'il puisse se représenter historiquement une organisation bourgeoise pacifique susceptible d'une pénétration légale ou du moins plus vulnérable à l'assaut des masses, — deux formes également dangereuses de défaitisme vis-à-vis de tout mouvement révolutionnaire » (« **Eléments d'Orientation marxiste** », PC N° 27, p. 36).

Une telle conception de la stratégie et de la tactique du prolétariat, définie à partir des caractères fondamentaux de cette phase ultime du capitalisme et confirmée par un demi-siècle de « mésaventures politiques et apolitiques » de l'opportunisme, représente l'héritage le plus précieux de la Gauche marxiste qui l'a reçu et développé dans la tradition des luttes menées contre Bernstein, puis contre Kautsky, par les fondateurs de la III^e Internationale.

CREPUSCULE DES UTOPIES BOURGEOISES

Lénine termine « **L'Impérialisme** » sur une prophétie de Saint-Simon que Schulze-Gaevernitz, apologiste de l'impérialisme allemand, prétendait opposer aux prévisions scientifiques de Marx. Il s'agit d'un passage où le grand socialiste utopiste rêvait d'une « organisation de la production » sous le contrôle des banques qui mettraient fin ainsi à l'anarchie capitaliste. Par là, Schulze-Gaevernitz visait à faire de Saint-Simon un apologiste et un précurseur de l'impérialisme moderne. Tant il est vrai que la bourgeoisie décadente n'a pas limité son système de falsification au socialisme scientifique, mais l'a étendu également au socialisme utopiste et à toutes les doctrines révolutionnaires du passé, y compris la sienne !

« Il ne faut pas oublier, a écrit Marx, que c'est seulement dans son dernier ouvrage : « **Le Nouveau Christianisme** », que Saint-Simon se présente directement comme le porte-parole de la classe laborieuse et déclare que son émancipation est le but final de ses efforts. Tous ses écrits antérieurs ne sont en réalité que la glorification de la société bourgeoise moderne qu'il défend contre la société féodale... » (« **Le Capital** » I. III ch. XXVI, Ed. Soc. t. VII, p. 264).

Jugement sévère, mais rigoureusement exact. Saint-Simon, prophète de « l'organisation du travail », se place du point de vue du plus large développement de la production capitaliste dans sa phase ascendante et véritablement révolutionnaire. Mais Saint-Simon devient un précurseur du socialisme (et non du social-impérialisme à la Schulze-Gaevernitz !), lorsqu'il entrevoit comme conséquence inévitable de ce développement, la socialisation grandiose de la vie économique du globe. Son utopie de réformes bourgeoises reste révolutionnaire et c'est par là qu'elle l'a conduit au socialisme.

Prenons un autre exemple. Saint-Simon a été certainement le premier

théoricien des « nations unies » bourgeoises. Critiquant les projets « pacifistes » de ses prédécesseurs, il voulait fonder le sien sur les intérêts de l'industrie et du commerce. Et avec une indifférence si caractéristique pour les moyens politiques susceptibles de les réaliser, il adressa ses plans successivement au Premier Consul, au Parlement anglais, à Louis XVIII... Nous citerons l'un d'entre eux pour montrer tout ce qui les sépare de l'idéologie « européenne » ou « onusienne » de la bourgeoisie décadente.

« Toutes les entreprises d'une utilité générale pour la société européenne, écrit Saint-Simon, seront dirigées par le grand Parlement : ainsi, par exemple, il joindra par des canaux le Danube au Rhin, le Rhin à la Baltique, etc.

Sans activité au dehors, il n'y a point de tranquillité au dedans. Le plus sûr moyen de maintenir la paix dans la confédération sera de la porter sans cesse hors d'elle-même et de l'occuper sans relâche par de grands travaux intérieurs. Peupler le globe de la race européenne, qui est supérieure à toutes les autres races d'hommes (Saint-Simon n'est ni un « pacifiste » ni un « démocrate » qui prêche « l'égalité » entre les hommes et les nations ! - NDR) ; le rendre voyageable et habitable comme l'Europe, voilà l'entreprise par laquelle le Parlement européen devra continuellement exercer l'activité de l'Europe et la tenir toujours en haleine.

(...) Ainsi, il y aura entre les peuples européens ce qui fait le lien et la base de toute association politique : conformité d'institutions, unions d'intérêts, rapport de maximes, communauté de morale et d'instruction publique » (« De la réorganisation de la société européenne », octobre 1814).

Lénine s'étend à dessein, dans « L'Impérialisme », sur différents projets et rêves « européens » de la bourgeoisie décadente. Citant largement des passages du livre de Hobson, Lénine relève dans ces projets les traits non camouflés du parasitisme et de la réaction :

« Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des États d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait constituer un immense danger de parasitisme occidental ; détacher un groupe de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretenir, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupés à produire en masse des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre... » (« L'Impérialisme », ch. VIII).

La différence ne saute-t-elle pas aux yeux ? D'un côté, c'est le projet d'un capitalisme jeune qui doit encore consolider sa victoire sur le vieux mode de production et qui s'est juré de transformer l'univers ; de l'autre,

c'est l'union réactionnaire de parasites sociaux pour le partage de leurs dépouilles, pour le pillage « commun » de l'Afrique et de l'Asie, pour la lutte « commune » contre les rivaux américains, russes ou japonais. Cela ne prouve-t-il pas qu'à l'époque impérialiste l'utopie des « nations unies » n'est plus un projet de réforme, ni une promesse de « développement harmonieux », mais une vaste entreprise d'escroquerie et de brigandage international ?

Lorsque Saint-Simon esquissa son plan de fédération européenne, « hâté par les circonstances », la Sainte Alliance des monarches détrônés et de la bourgeoisie anglaise tramait son dernier complot contre la révolution qui avait embrasé le continent. Le Congrès de Vienne s'appêtait à rétablir les rois sur leurs trônes et à réprimer tous les mouvements révolutionnaires bourgeois qui pourraient encore éclater sur le continent. C'est contre cette Sainte Alliance réactionnaire que Saint-Simon dirigeait son plan. Certes, il avait l'ingénuité de croire que « le temps où les peuples européens seront gouvernés par des parlements nationaux est sans contredit le temps où le parlement général pourra s'établir sans obstacles ». Mais il savait que « cette époque est loin de nous encore, et des guerres affreuses, des révolutions multipliées doivent affliger l'Europe durant l'intervalle qui nous en sépare ». Aussi voulait-il accélérer ce mouvement par la constitution d'un « parlement anglo-français » qui « favorise chez toutes les nations les partisans de la constitution représentative ; qui les soutienne de tout son pouvoir, afin que des parlements s'établissent chez tous les peuples soumis à des monarchies absolues... »

Comme l'on sait, l'histoire des révolutions bourgeoises en Europe a démenti ces illusions généreuses. Les révolutions ont surgi des antagonismes profonds que le capital a déchainés dans le sous-sol économique et social. Et il en fut de même pour les révolutions bourgeoises qui se sont succédées en Afrique et en Asie depuis le début du siècle. L'Angleterre et la France n'ont pas plus « organisé » en Europe la marche triomphale du Capital, que les super-impérialismes d'aujourd'hui ne l'ont fait dans le reste du monde. C'est pourquoi les « nations unies » dont rêvait Saint-Simon ne sont comparables ni à l'utopie petite bourgeoise d'un Mazzini, ni à la supercherie de l'O.N.U. impérialiste, ni même à la pitoyable réplique de Mao : les « nations unies révolutionnaires », qui ne pourraient unir que leur misère sous les remparts du Grand Capital.

L'utopie de Saint-Simon n'est devenue réalisable dans l'histoire que sur la base d'un ordre social qui rendra seul possible l'organisation de la production à l'échelle du globe sous le contrôle de la dictature prolétarienne.

(N.B. — Etant donné l'importance de la question, l'influence de l'impérialisme sur l'évolution des rapports entre les classes sera développée séparément dans son contexte historique et à travers des pages classiques du marxisme sur l'évolution politique de la petite bourgeoisie et sur le rôle de « l'aristocratie ouvrière ».)

Le mouvement social en Chine (VII)

(Le lecteur trouvera le début de cette étude dans les numéros 27, 28, 30, 31, 33 et 35 de « Programme Communiste »).

Après avoir étudié les contradictions et les impasses de la politique agraire chinoise, il nous reste à examiner les traits spécifiques du développement industriel, c'est-à-dire du développement du capitalisme en Chine.

En effet, ce sont les impératifs de l'industrialisation et de l'accumulation capitaliste qui ont déterminé les « bonds en avant », mais aussi les catastrophes de la collectivisation. Et cela, nous l'avons montré, en dépit du réformisme petit-bourgeois et des prévisions modestes des dirigeants. La même remarque peut être faite sur la politique du P.C.C. à l'égard des capitalistes « nationaux » : d'abord protégés par le régime de « démocratie nouvelle », ils ont été ensuite « liquidés en tant que classe » et « rééduqués » comme simples employés dans leurs anciennes entreprises. Ainsi, la force irrésistible du Capital entraîne les hommes et les choses.

Or, ce mouvement est glorifié, en Chine aussi bien que dans la Russie stalinienne, comme une « construction du socialisme » en vase clos. Ces « socialistes » nationaux, en réalité les pires apologistes du Capital, ferment les yeux sur les contradictions de ce mouvement et mettent en exergue les seuls rythmes de développement de l'économie nationale. Pour nous, les contradictions explosives entre une agriculture précapitaliste et une industrie fortement concentrée sous le contrôle d'un Etat qui utilise toute sa puissance pour saigner à blanc la masse des ouvriers et des paysans ; les taux de croissance d'une économie nationale et les obstacles qu'ils rencontrent dans un pays arriéré et sur le marché impérialiste, ont une tout autre signification. Loin de représenter des bulletins de victoire d'une

quelconque « construction socialiste », ils prouvent que **les forces productives de l'économie mondiale ont grandi dans de telles proportions que le renversement des rapports sociaux qui dominent l'humanité est devenu une tâche urgente et inéluctable.**

Profondément marquée par ces antagonismes, la Chine ne peut que les traduire dans son langage politique et diplomatique. Mais elle le fait à la manière bourgeoise. En rejetant la Culture et la Paix impérialistes, elle montre bien qu'elle désespère de conduire à bonne fin sa construction nationale dans l'ordre mondial actuel. C'est pourquoi elle ne redoute pas une guerre qui bouleverserait les rapports impérialistes dont elle est victime. Son catastrophisme est un **catastrophisme bourgeois**. La Chine de Mao ne comprend la guerre impérialiste à venir que comme le heurt de grands blocs étatiques et le signal d'un repartage du monde dans lequel elle serait mieux lotie. C'est dans la perspective de cette curée que la politique chinoise travaille, qu'elle définit sa conception de la « coexistence pacifique », qu'elle esquisse ses projets de « nations unies révolutionnaires », etc.

Cependant, la guerre impérialiste qui remettra en question le partage actuel, **marquera aussi l'ébranlement et la faillite des bases mêmes de la société bourgeoise**. La guerre entre les Etats ne sera que la forme réactionnaire donnée par la bourgeoisie mondiale (y compris chinoise) à la guerre des classes devenue inévitable et qui seule **fera éclater de l'intérieur les plus solides bastions de l'impérialisme**. Que fait la Chine en prévision de cette lutte ? Rien ! Que peut-elle faire ? Rien ! Les intérêts de son développement national, même lésés comme ils le sont aujourd'hui par le codo-minium russo-américain, ne peuvent que la détourner toujours plus de la cause du prolétariat international.

LE MYTHE DES PLANS QUINQUENNAUX

Le moment n'est pas encore venu de dresser un tableau du développement capitaliste de la Chine moderne. Les seules données sûres dont nous disposons concernent la période de reconstruction (1949-1952) et celle du 1^{er} plan quinquennal (1953-1957). Mais les objectifs réels du II^e plan quinquennal (1958-1962) n'ont jamais été publiés. En 1956, le VIII^e Congrès du P.C.C. fit des « propositions » pour le futur plan ; elles parurent trop ambitieuses et aucun projet définitif n'était retenu en 1958. Cette année fut, on le sait, la première du « bond en avant » qui devait tenir lieu de plan et pulvériser toutes les prévisions jusqu'au jour où une dépêche de l'agence Chine Nouvelle annonça les pires « calamités naturelles » que le pays ait connues depuis un siècle. A partir de cette date (décembre 1960), il ne fut plus question de plan. Tous les efforts tendirent à rétablir la situation au niveau antérieur. Un III^e plan quinquennal devrait être en vigueur depuis 1963. Il reste tout aussi énigmatique. Enfin, avec la « révolution culturelle » qui pourrait bien être le signal d'un nouveau « bond en avant », l'on s'est remis à parler d'un plan de douze ans lancé par Mao Tsé-toung en janvier 1956, comme « projet de programme national pour le développe-

ment de l'agriculture de 1956 à 1967 ». Ce plan qui prévoyait pour 1967 une augmentation de 150 % de la production agricole serait, aux dires mêmes du « Quotidien du Peuple » (27/1/66) encore loin d'être réalisé.

Avant d'entrer dans plus de détails, nous pouvons faire deux constatations d'importance sur les plans chinois. **La Chine, à la différence de la Russie stalinienne, n'a pas réussi à sauver l'orgueilleuse façade de ses plans quinquennaux.** Mais, d'autre part, la crise provoquée par cette accumulation effrénée du Capital semble devoir être **moins grave et moins durable en Chine qu'en Russie** : en effet, si cette dernière a mis plusieurs décades à rattraper le niveau atteint par la production agricole avant la collectivisation, la Chine paraît avoir déjà pansé ses plaies de 1958-1960. A ces deux faits nous ne voyons qu'une seule et même explication : le plus grand retard de la Chine.

La production du paysan parcellaire, celle de l'atelier de l'époque manufacturière ne peuvent être planifiées. Il faut tout le développement du machinisme et de la grande industrie pour que la production capitaliste se prête à une certaine « planification ». Nous l'avons déjà dit à propos de la planification stalinienne. Cela s'applique à plus forte raison à la Chine. Face à l'effondrement des plans chinois, les « succès » de Staline sont dus à une moins grande arriération économique qui a permis à la Russie de consacrer de plus lourds investissements dans l'industrie lourde et les fameux « grands travaux ». Cela seul peut être « planifié », mais non l'économie paysanne et la production artisanale, même comptabilisée par la « commune populaire » ! Quant à la reprise de la production agricole chinoise peu d'années après sa chute brutale, elle n'est pas due à une prédisposition innée du paysan chinois pour le « socialisme » et encore moins à une « sagesse » supérieure du président Mao : elle révèle aussi **le plus haut degré de résistance d'une structure économique et sociale beaucoup plus arriérée.**

Une comparaison s'impose donc entre la Russie et la Chine à la veille de leurs plans quinquennaux. Dans « **La voie chinoise** », G. Etienne nous donne le tableau suivant :

	Chine 1952	URSS 1927
Population (millions d'habitants)	583	147
Ouvriers et employés dans l'industrie (millions)	4	4,1
Surface cultivée (millions d'hectares)	108	112,4
Production de charbon (millions de tonnes) ..	63,5	32,3
Fonte (millions de tonnes)	1,9	3,0
Acier (millions de tonnes)	1,35	3,72
Production électrique (millions de kwh)	7.260	4.205
Ciment (milliers de tonnes)	2.860	1.403
Réseau ferroviaire (milliers de km)	24,2	75,6

Un rapide examen de ce tableau fait tout de suite apparaître que l'écart entre les deux pays serait encore plus grand si l'on tenait compte de la

production par habitant. Klaus Menhert nous en donne un aperçu dans son livre « Pékin et Moscou » (p. 360). Comparant l'U.R.S.S. de 1928 et la Chine de 1952, il montre que l'ensemble du produit social par habitant serait dans la proportion de 4 à 1 au profit de l'U. R.S.S. La production respective des deux pays, exprimée en kg/hab. représente pour les céréales (y compris le riz) : 491 contre 270 ; pour le charbon : 273 contre 110 ; pour le fer : 22 contre 3,27 ; pour l'acier brut : 29 contre 2,35 ; pour le ciment : 13 contre 4,87. Une autre indication sur l'énorme retard de la Chine nous est encore fournie par Hugues et Luard dans « **Le développement économique de la Chine communiste** » (p. 27). Les deux auteurs rappellent qu'en 1937 la Mandchourie sous contrôle japonais produisait à elle seule la moitié du charbon, les deux tiers du fer et les neuf dixièmes de l'acier chinois. La Mandchourie mise à part, ajoutent-ils, la production totale d'acier ne s'élevait qu'à 50.000 t., celle de fonte à 430.000 t., celle de charbon à 20 millions de tonnes et celle d'électricité à 2,5 milliards de kwh.

Cela suffirait déjà à expliquer la faillite des plans quinquennaux chinois et le silence obstiné des statisticiens. On ne pouvait planifier ce qui n'était pas planifiable ! Mais si l'économie chinoise a effectivement rattrapé et dépassé le niveau qui était le sien avant la crise du début des années 60, l'on ne voit pas pourquoi Pékin ne le proclamerait pas hautement, ainsi que les objectifs futurs que la Chine se propose d'atteindre. La réponse à cette question est **doublement politique**. Pour lancer un quelconque plan, il faut être capable de prévoir les ressources en capitaux que l'on pense pouvoir mobiliser à l'intérieur de la nation ou sur le marché mondial. Or, nous verrons que cette prévision a toujours constitué un véritable cauchemar pour les dirigeants chinois, même à l'époque du premier plan quinquennal et de « l'aide » soviétique. D'autre part, le problème de la planification (pour Mao aussi bien que pour Staline) n'est pas celui d'un développement harmonieux des divers éléments de l'économie sociale, mais une simple affaire de mobilisation des masses sacrifiées sur l'autel de la production. Aussi point n'est besoin de « plan » tant que cet effort surhumain ne sera pas à nouveau exigé. Nous touchons là du doigt l'aspect le plus cynique et le plus typiquement capitaliste de cette prétendue planification.

La mystique du plan, les « bonds en avant » de la statistique, l'exaltation des rythmes d'accroissement de la production, tout cela sert cette mobilisation des masses. A la fin d'octobre 1959, le chef du Bureau National de Statistique déclarait devant les statisticiens chinois réunis à Pékin que « la statistique doit être partisane ». Et il poursuivait : « Nos comptes rendus statistiques doivent être le reflet de la grande victoire de la Ligne Générale du Parti et du progrès marqué par tous les travaux exécutés sous la conduite du Parti. Il ne faut pas en tout cas qu'ils ne soient qu'un simple exposé des faits objectifs. Les comptes rendus statistiques doivent émouvoir le cœur : si donc ils possèdent une signification politique évidente et s'ils sont rédigés en un langage populaire, alors ils seront émouvants » (« Planification et Statistique », 1959, n° 14).

Nous ne saurions dire quelles « émotions » nous prépare la statistique

chinoise. Du moins nous affirmons qu'elles n'ont et qu'elles n'auront rien de « socialiste » dans leur exaltation de la productivité. Armés de ses chiffres, nous pourrions tout juste tâter le pouls du jeune capitalisme chinois. Mais la plus ou moins grande rapidité de son développement n'entraînera pas de changement dans la nature de l'ordre social établi. Lorsqu'il écrivit son ouvrage sur « **Le développement du capitalisme en Russie** », Lénine souligna une fois pour toutes le point de vue des marxistes à ce sujet, point de vue diamétralement opposé à celui des vieux populistes russes et de leurs sous-produits staliniens et maoïstes. Pour nous, la question la plus importante, disait Lénine, n'est pas de savoir à **quelle vitesse** se développe le capitalisme ici ou là, mais de **quelle manière et à partir de quoi** se fait ce développement (Cf. Lénine « **Le développement du capitalisme en Russie** », ch. V, 9).

Pour répondre à ces deux questions fondamentales, nous nous passerons fort bien des chiffres et des comptes rendus statistiques dont Pékin a voulu chasser tout « objectivisme bourgeois ». Le subjectivisme qui inspire les grandes « campagnes » productives de la Chine moderne est bien plus significatif de la manière dont se déroule la transformation capitaliste d'une des plus vieilles structures économico-sociales.

LA COMPETITION CHINE - INDE

La comparaison que nous venons de faire entre la Chine et la Russie doit être complétée par une confrontation de la Chine et de l'Inde à la veille de leur premier plan quinquennal. Le premier plan indien a débuté en 1950-51, suivi par un second (1955-56) et un troisième (1960-61). Nous disposons là d'une série de résultats et de prévisions largement diffusés par le gouvernement de New-Delhi. Nous pourrions enfin constater que les péripéties de l'industrialisation indienne, si l'on tient pour négligeables la famine endémique et le rôle prédominant du capital étranger, laissent loin derrière le « modèle chinois ». Cela aussi pourrait expliquer les silences de la statistique. Sur la toile de fond d'une compétition pour produire plus d'acier, de ciment et d'énergie électrique, les escarmouches frontalières entre la Chine et l'Inde prennent toute leur signification bourgeoise.

D'après les publications officielles (Inde : « **The Third Five Year Plan** » ; Chine : « **La grande décade** »), voici les données initiales des deux pays :

	Chine 1952	Inde 1950-51
Population (millions d'habitants)	583	361
Céréales (millions de tonnes)	154,4	52,2
Charbon (millions de tonnes)	63,5	32,2
Acier (millions de tonnes)	1,35	1
Ciment (millions de tonnes)	2,86	2,7
Energie électrique (milliards de kwh)	7,26	6,6
Filés de coton (milliards de mètres)	3,8	3,4

Comme l'on peut en juger, d'après la production par habitant, la **supériorité de la Chine est nette dans le domaine agricole** : 265 kg/ha. contre 145 pour l'Inde. Mais celle de l'Inde n'est pas moins nette dans la **production industrielle** (excepté le charbon). Les chiffres respectifs de l'Inde et de la Chine par tête sont les suivants : charbon, 90 kg contre 110 ; acier, 2,7 contre 2,3 ; ciment : 7,4 contre 4,9 ; énergie électrique : 19 kwh contre 12,5. Même pour les filés de coton l'Inde l'emportait sur la Chine (9,4 mètres contre 6,5), supériorité non négligeable si l'on tient compte que le climat indien est moins rigoureux que celui de la Chine. Ainsi, dès le départ, l'Inde présente une solide avance dans le domaine industriel et un grave retard dans l'agriculture, étalant au grand jour **les plus fortes contradictions de son développement capitaliste qui font d'elle la véritable « poudrière de l'Asie »**.

Or, si nous comparons maintenant les prévisions du II^e plan indien pour 1960-1961 et celles du II^e plan chinois pour 1962, nous ne pourrions que constater le « projet » chinois de **dépasser l'Inde dans tous les domaines** :

	Inde 1960-61 (Estimations)	Chine 1962 (Projet de plan)
Production agricole (millions de t.)	76	245
Charbon (millions de t.)	54,6	190-210
Acier (millions de t.)	4,3 (1)	10,5- 12
Energie électrique (milliards de kwh)	22	40 - 43
Ciment (millions de t.)	8,8	12,2- 14,5
Pétrole (millions de t.)	5,7	5 - 6

(1) acier laminé.

Dans leur étude déjà citée, Hugues et Luard soulignaient ainsi l'importance de cette compétition sino-indienne pour le maintien du statu-quo impérialiste en Orient : « Il existe par le monde de nombreux pays attardés dans une situation analogue à celle de l'Inde et de la Chine, essayant de développer une économie industrielle moderne dans le laps de temps le plus court possible. S'ils en viennent à croire que la vitesse du développement en Chine a été, pour une période donnée, plus rapide que celle qui fut réalisée ailleurs sous des systèmes gouvernementaux différents, ils peuvent avoir tendance à en tirer des conclusions idéologiques (sic !) et être tentés d'expérimenter des méthodes similaires à celles qui se sont montrées efficaces en Chine, même si cela signifie pour le peuple le sacrifice de la liberté politique (sic !) » (op. cit. p. 232).

Tel était donc l'enjeu politique pour l'impérialisme russo-américain de « l'aide » économique à l'Inde et du sabotage des plans chinois. Il s'agissait d'orienter le développement capitaliste de l'Asie de manière à ce que l'équilibre mondial soit le moins possible ébranlé. Dans ce but, la Russie post-stalinienne a joué tout simplement le rôle d'un agent et d'un mercenaire de l'impérialisme américain. Qui de la Chine ou de l'Inde peut se vanter aujourd'hui d'avoir les rythmes d'accroissement le plus élevé ? Cette question qui devait faire la preuve du « socialisme » chinois risque bien de ser-

vir maintenant la cause de l'impérialisme. Et c'est pourquoi aux « grands bonds en avant » qui prétendaient transformer avec une prodigieuse rapidité les vieilles structures économiques chinoises, n'a succédé jusqu'ici qu'une « révolution culturelle » qui prépare peut-être de futurs efforts productifs, mais qui reste dans l'ordre de la transformation des « idées » et des « mœurs »... Essayons de suivre la compétition sino-indienne :

	PRODUCTION INDUSTRIELLE	PRODUCTION AGRICOLE	PRODUCTION DE CEREALES
	réalisations		
Inde 1950-51 et Chine 1952	100	100	100
I^{er} plan Inde 1955-56 Chine 1957	139 229	117 125	126 120
II^e plan quinquennal : Inde 1960-61 Chine 1962	194 330	prévisions 135 155	 152 162
III^e plan quinquennal : Inde 1965-66	329	176	192

Comme on le voit, l'écart entre la Chine et l'Inde, qui s'était déjà creusé pendant le premier plan quinquennal, devait s'aggraver pendant le deuxième et donner le leadership au pays de Mao. Même sans les « calamités naturelles » et la crise du « bond en avant », il était d'une urgente **nécessité pour l'impérialisme de briser les reins à l'industrialisation chinoise** au début des années 60. Considérons maintenant les deux dernières lignes de notre tableau. L'on constate que l'Inde n'aurait atteint les niveaux projetés par la Chine pour 1962 qu'à la fin de son III^e plan. Au vu de ses résultats antérieurs, nous pouvons estimer que l'Inde réalisera grosso modo les rythmes prévus. Mais que dire de la Chine ? Rejoindra-t-elle ses objectifs de 1962 ?

Après le tarissement des statistiques chinoises, la dernière source d'information pour juger du développement économique de la Chine fut constituée par les comptes rendus de l'Assemblée nationale. En décembre 1964, Chou En-laï y déclara : « La production agricole a atteint le niveau des bonnes années passées. On estime que la production de céréales, de coton, de tabac, de canne à sucre, de porcs, de moutons et d'autres produits **dépassera les niveaux atteints en 1957** »... « On estime qu'en 1964 la valeur totale de la production agricole et industrielle dépassera de 15 % celle de 1963 et **sera nettement supérieure à celle de 1957** ». Sans nous livrer à plus

de conjectures, il faut donc comprendre qu'en 1964 l'ensemble de la production agricole et industrielle venait à peine de dépasser le niveau de 1957. Autrement dit, non seulement la Chine et l'Inde se retrouvent sur la même ligne, mais la première a certainement pris du retard. **Ce n'était pas l'Angleterre qu'il fallait se proposer de rattraper en 1959, mais son ancienne colonie devenue un champ d'investissement pour les capitaux américains, russes et européens !**

Chanterons-nous les mérites du « socialisme » de New-Delhi ? La supériorité du « modèle indien » sur le « modèle chinois » ? Il est bien évident sur cet exemple si décisif pour le maintien de l'ordre impérialiste en Asie, qu'il n'y a pas de « modèle » ni de recette nationale pour le développement du capitalisme et encore moins pour le socialisme. Ce sont les formes archiréactionnaires de l'impérialisme mondial et du marché mondial qui déterminent dans la plus grande mesure le sort des pays arriérés aussi « indépendants » et « socialistes » qu'ils se veulent. Contre cette puissance du Capital qui a conduit la Russie à protéger les frontières de l'Inde et livrer à la famine le « frère » chinois, il n'y a pas de « révolution culturelle », ni de « bond en avant » qui vaille. **Seule pourra vaincre l'action révolutionnaire des forces productives mondiales pour détruire les rapports de production bourgeois !**

ENTRE LE MONOPLE RUSSE ET L'EMBARGO AMERICAIN : FAILLITE DU « SYSTEME SOCIALISTE MONDIAL »

Outre sa signification politique parfaitement contre-révolutionnaire, la théorie stalinienne de la « construction du socialisme dans un seul pays » avait sur le plan économique tous les caractères de l'utopie petite bourgeoise. Croire que derrière ses frontières nationales la Russie pourrait **s'affranchir de la loi et des contraintes du marché mondial** était une absurdité démentie à la fois par les antagonismes économiques et sociaux qui surgissaient de façon immanente sur le terrain du « socialisme national », et par toute la politique « étrangère » de l'Etat russe, depuis sa participation à la seconde guerre impérialiste jusqu'à son insertion actuelle dans le « monde des affaires » occidental. Insertion qui, avec les réformes tendant à mettre à l'honneur le principe de la rentabilité économique, fut d'un poids décisif dans la rupture sino-soviétique.

Dans sa préface de 1930 à « la Révolution permanente », Trotsky écrivait : « Les crises de l'économie soviétique ne sont pas seulement des crises de croissance, une sorte de maladie infantile, mais quelque chose d'incommensurablement plus significatif : précisément ce contrôle sévère du marché mondial, celui-là même « auquel, selon les paroles de Lénine, nous sommes subordonnés, auquel nous sommes liés, et auquel nous ne pouvons pas échapper » (XI^e congrès du parti, 27 mars 1922) ». Cette remarque, entièrement confirmée par l'évolution de l'économie soviétique, reste vraie pour la Chine d'aujourd'hui qui prétend elle aussi « marcher sur ses deux jambes », construire son propre « socialisme » derrière un rideau de bambou. Mais avant de narguer le marché mondial, la Chine a dû en subir la loi implacable. Et par une ironie dont l'histoire est coutumière, **c'est la Russie soviétique qui la lui a imposée.**

Vers le milieu des années cinquante, lorsque l'U.R.S.S. mit fin aux sociétés mixtes en Europe orientale comme en Chine, lorsque Khrouchtchev promit à Mao une aide économique substantielle, la Chine crut à la « coexistence pacifique » et aux mirages du « système socialiste mondial ». Dans un texte caractéristique entre mille, voici comment M^{me} Sun Yat-sen évoquait alors les perspectives des relations sino-soviétiques : « Les liens fraternels entre l'Union soviétique et la Chine, renforcés par les liens avec les autres pays où le peuple est au pouvoir, nous assurent la satisfaction de nos besoins fondamentaux. Nous pouvons exister indépendamment du marché capitaliste, nous pouvons construire notre économie comme bon nous semble et ce faisant préserver notre souveraineté nationale. C'est une situation nouvelle pour la Chine. Elle a de vastes conséquences pour tout le commerce international. En ces jours où un nouveau marché mondial est né à côté du marché capitaliste mondial, les pays arriérés ont toutes les raisons pour formuler une politique indépendante, étant donné qu'ils ne sont plus contraints de subir de mauvaises conditions commerciales... Au fur et à mesure que les économies nationales de ce nouveau marché se développeront, les plans économiques seront coordonnés et des mesures seront prises pour une plus grande utilisation en commun de nos ressources individuelles » (« **People's China** » 1-3-1955).

Les faits ont démenti ces illusions sur le prétendu « système socialiste mondial », mettant aussi à mal la théorie de la « coexistence pacifique » que Pékin avait cautionnée aux conférences de Colombo et de Bandung. En sabotant l'industrialisation chinoise et en augmentant ses prêts à l'Inde, l'U.R.S.S. a montré que sa politique économique poursuivait **les mêmes buts** et s'inspirait des **mêmes mobiles** que l'impérialisme américain. Quant aux circonstances de la rupture sino-soviétique, elles révèlent que le « nouveau marché mondial » n'est pas régi par d'autres lois que celles du marché capitaliste. La croissance et les crises des différentes « économies nationales », depuis l'Europe orientale jusqu'à la Chine, ont amplement prouvé qu'il n'existait pas de « système socialiste mondial » se développant « à côté » et « indépendamment » du marché mondial. Bien loin de « coordonner leurs plans », conception qui reste encore typiquement bourgeoise, ces pays n'ont même pas su pratiquer à l'égard de la Chine l'élémentaire « solidarité » internationale qu'exercent les blocs impérialistes lorsqu'un de leurs membres est victime de calamités naturelles ou sociales !

Mais ce n'est pas tout que ces illusions petites bourgeoises sur la nature du marché aient été démenties par l'expérience. Elles tournaient carrément le dos à l'idée que Lénine et l'Internationale Communiste s'étaient fait du rôle de la **Russie révolutionnaire au-delà de l'Oural**. En effet, l'Octobre russe a éveillé l'Asie ! Mais la seule arme qu'il pouvait lui donner pour son émancipation n'était pas économique : c'était le **programme de classe du prolétariat international**. Si la Russie stalinienne a eu le mérite de contribuer dans ces pays arriérés au développement du capitalisme, ce fut après y avoir enterré le mot d'ordre de Pétrograd et de Bakou : « **Tout le pouvoir aux Soviets !** » Si pendant une période historique aujourd'hui révolue, elle a donné une certaine impulsion au Capital dans la

« zone des tempêtes », ce fut après l'avoir isolée et coupée des luttes du prolétariat révolutionnaire, après en avoir trahi et bafoué l'internationalisme en Occident comme en Orient. Aussi « l'extrémisme » chinois, son étroitesse nationale, ses traits « asiatiques » que méprisent de si haut les « socialistes » en smoking du Kremlin, sont-ils bel et bien des sous-produits du stalinisme russe dans toute sa continuité historique.

Est-ce à dire que Mao qui a bruyamment dénoncé la division du travail en vigueur dans le « camp socialiste », la trahison de ses « frères » en « communisme » et la domination des monopoles russes, ait revendiqué le rôle de sauveur du « système socialiste mondial », en préconisant d'autres liens politiques, économiques et sociaux entre pays « socialistes » que ceux qui relèvent des « intérêts nationaux », du profit commercial ou de la diplomatie bourgeoise ? Bien au contraire ! La politique de Pékin ne traduit que les intérêts nationaux chinois, au même titre que celle de Moscou ou de Bucarest. Dès 1953, le « **Quotidien du Peuple** » laissait entendre que la « construction du socialisme » en U.R.S.S. pourrait ne pas aller de pair avec celle du « socialisme » en Chine : « On doit comprendre, écrivait-il, que la production industrielle et agricole en Union soviétique se développe suivant un taux d'accroissement bien déterminé, que l'Union soviétique ne modifiera pas tout simplement pour prendre davantage de nos produits agricoles, ce qui porterait préjudice à sa propre agriculture, ou pour accroître sa production d'articles de consommation afin de satisfaire notre demande. Au fur et à mesure que la construction socialiste en Union soviétique avance à pas rapides et que le niveau de vie s'élève, la demande pour des biens de consommation augmentera sans cesse en Union soviétique et il ne lui sera pas possible de nous fournir également davantage de ces biens » (16-12-1953).

On le voit, il y a quinze ans, la Chine de Mao comprenait et admettait tout bien « l'embourgeoisement » de l'U.R.S.S. et ses conséquences dissolvantes sur le « camp socialiste ». Mais elle conservait l'espoir de bâtir d'ici-là une industrie lourde qui lui permettrait de se développer « comme bon lui semble » et de jouer son propre rôle sur le marché mondial. Or, c'est tout autrement que se présente aujourd'hui la brutale confrontation du capitalisme chinois avec ce marché. Non seulement la Chine s'y retrouve **plus faible** que prévu, mais encore pour y être admise elle doit engager une véritable **épreuve de force** contre l'impérialisme américain. Certes, les nombreuses entorses faites à l'embargo par les pays d'Europe occidentale lui ont ouvert de nouveaux espoirs de financement et des ambitions de grande puissance. Mais ce rôle mondial, comme la fin de tout embargo, **elle doit le conquérir ou le marchander aux Etats-Unis** qui détiennent en outre dans leur poche la clé du commerce avec le Japon, chose si importante pour la Chine.

Sur la toile de fond de cette confrontation avec les lois implacables du marché mondial, la « révolution culturelle » et la guerre du Vietnam prennent un relief tout particulier. Par la première, Pékin manifeste envers et contre tout la volonté de poursuivre sa construction nationale. Que le mouvement des « gardes rouges » annonce une mobilisation de masse pour un nouveau « bond en avant », qu'il se borne à liquider des dirigeants

« révisionnistes » accusés de vouloir céder aux pressions économiques et politiques de l'impérialisme, ou qu'il ne soit qu'une exaltation platonique du « socialisme » national, cela ne change rien à l'affaire. Car, d'autre part, les rythmes du développement capitaliste en Chine ne dépendront pas seulement du degré d'exploitation des ouvriers et des paysans chinois. La Russie stalinienne a sacrifié le prolétariat mondial à ses plans quinquennaux. La Chine pourrait bien faire de même avec les héroïques guerilleros vietnamiens. Et nous avons montré qu'elle n'a pas hésité à le faire en 1954 à la conférence de Genève sur l'Indochine (cf « **Le Prolétaire** » n° 23 : « Ce que furent les accords de Genève »). Mais quel est le prix du sang vietnamien à la Bourse de New York ? Peut-il se comparer au massacre et à l'asservissement du prolétariat révolutionnaire de tous les pays perpétrés jadis par la Russie stalinienne ? Vaut-il l'ordre maintenu en Inde et le contrôle exercé par les U.S.A. sur l'économie japonaise ? Tels sont les termes du « marché » ! Et nous pouvons assurer que de part et d'autre **il ne sera pas conclu « librement », mais sous l'aiguillon de la crise.**

Si le conflit sino-russe a révélé la toute-puissance de la loi du marché dans le prétendu « système socialiste », la confrontation de la Chine avec les problèmes de son développement ultérieur prouve une fois de plus que la seule issue réside dans le renversement des rapports de production qui dominent l'économie mondiale. Mais pour cela il faudra en finir avec le système qui consiste (au Vietnam, en Chine, comme ailleurs) à **vendre un mouvement révolutionnaire contre un milliard de dollars, le programme du prolétariat contre « l'aide » du Capital !**

LA LOI DU MARCHE MONDIAL : AFFAMER LA CHINE

On a dit que l'Histoire est une mère affectueuse qui choisit toujours plus le dernier de ses enfants. En ce qui concerne la Chine, il semble bien qu'elle ait plutôt joué le rôle d'une marâtre. En effet, **nous ne nous étonnerions nullement d'enregistrer en Chine des rythmes d'accumulation capitaliste encore inédits dans les annales mondiales.** Car il serait « normal » que le dernier-né bénéficie de l'expérience, de la richesse, de la technique, en un mot de tout le patrimoine « culturel » de la famille. C'est ainsi que l'entendait le révolutionnaire bourgeois Sun Yat-sen, rêvant de transformer l'Empire du Milieu en une « nouvelle Amérique ». Mais il n'en est rien et cela prouve que les rapports de production et d'échange à l'échelle mondiale sont devenus une entrave insupportable à tout progrès de l'humanité. L'Histoire, à l'époque impérialiste, ressemble toujours plus à cette divinité de la mythologie qui se nourrissait en dévorant ses propres enfants...

Pourtant, dans leurs nombreux griefs adressés à Moscou, les dirigeants chinois se sont contentés de dénoncer la « rupture de contrats commerciaux », les « abus d'une position de monopole » sur le marché « socialiste » et autres vilénies répréhensibles du point de vue du Droit bourgeois, de la Morale bourgeoise. **Mais Pékin n'a jamais mis en cause les fondements même de l'économie de marché** sur lesquels devaient reposer les « liens fraternels » des pays soi-disant « socialistes ». Dans la tradition de

l'anti-impérialisme bourgeois, l'on s'en est toujours tenu à condamner les « excès » trop voyants, les anomalies criantes de l'impérialisme. Examinons cela de plus près !

« L'aide soviétique à la Chine consista principalement en **transactions commerciales** », écrivait au P.C.U.S. le C.C. du P.C.C. Et dans cette lettre de février 1964, Pékin s'efforçait de minimiser « l'aide » russe et de montrer qu'elle ne fut jamais un cadeau. « La Chine, poursuivait ce texte, a payé et paie en marchandises, en or et en devises convertibles tous les biens d'équipement et toutes les marchandises qui lui ont été fournis, y compris ce qu'elle a obtenu par ouverture de crédit. Il est nécessaire d'ajouter que les prix de nombreuses marchandises importées par nous de l'Union soviétique étaient bien plus élevés que ceux du marché mondial » (« Pékin-Information », 11 mai 1964).

Deux constatations s'imposent sur le caractère du commerce sino-soviétique mis en lumière par ce passage. C'est, d'une part, le faible pourcentage des prêts de capitaux à long terme et la nécessité pour la Chine de les rembourser par un solde positif de son commerce extérieur, malgré certaines « accommodements » soviétiques au moment de la grande crise agricole. D'autre part, les Chinois ont mis tout récemment en relief la disproportion entre les prix du marché « socialiste » et ceux du marché mondial, dénonçant la position monopoliste de l'U.R.S.S. Nous avons déjà montré comment les fluctuations du marché mondial de la canne à sucre ont déterminé l'évolution des rapports « idéologiques » entre Moscou, Pékin et La Havane (cf « P.C. » n° 36 « Questions de l'impérialisme »). Voyons ce qu'il en est des prix de monopole russes.

Depuis longtemps, la différence entre les cours mondiaux et le prix des achats russes à la Chine est un fait connu. En 1959 une étude de la « Documentation française » (Notes et Documents n° 2.542) en avait établi la comparaison pour 1955-1956. Voici quelques prix (en dollars U.S.) tirés de cette étude :

Charbon (la tonne) :		Riz (la tonne) :	
Ventes de la Chine à l'U.R.S.S.	9,8	Ventes de la Chine à l'U.R.S.S.	140
Ventes de l'U.R.S.S. à la Finlande	18,4	Ventes de la Birmanie à l'U.R.S.S.	97,5
Ventes de la Pologne à l'U.R.S.S.	16,7	Ventes de l'U.R.S.S. à la Mongolie	173
Fonte (la tonne) :		Œufs (la dizaine) :	
Ventes de la Chine à l'U.R.S.S.	45,0	Ventes de la Chine à l'U.R.S.S.	0,27
Ventes de l'U.R.S.S. à la R.D.A.	50,5	Ventes de la Bulgarie à l'U.R.S.S.	0,37
Ventes de l'U.R.S.S. à la Hongrie	52,5		

Mais ce n'est pas la simple et « libre » comparaison des cours sur le marché « socialiste » et sur le marché mondial qui a eu raison des « liens

fraternels » entre la Russie et la Chine ; et ce n'est pas non plus le « scandale » des prix de monopole, ni la « politique impérialiste » de tel ou tel dirigeant qui a rompu ces liens. A l'époque des fameuses sociétés mixtes sino-soviétiques, Staline ne fut-il pas plus féroce en affaires qu'un quelconque Khrouchtchev ou Kossyguine ? Ce n'est pas pour rien que Souslov rappelait dans son rapport de février 1964 la phrase prononcée par Mao en 1957 : « Sur la question chinoise, le mérite de la liquidation des malentendus (sic !) appartient à Khrouchtchev ! »

En réalité, les lois les plus « naturelles », le fonctionnement le plus « normal » de l'économie de marché ont suffi à créer les prix de monopole et les « difficultés » sino-soviétiques. La différence des cours signifie-t-elle que l'U.R.S.S. n'a pas fait payer le « juste prix » pour ses produits ? ou qu'elle a utilisé sa position de monopole pour abaisser ses prix d'achat à la Chine ? Tant que domine une économie de marché, il est « juste » de tenir compte de la productivité du travail qui reste plus faible en U.R.S.S. qu'en Occident ; il est « normal » de défalquer du prix d'achat des matières premières chinoises les coûts élevés du transport par transsibérien comme l'ont toujours fait les Russes. L'étude citée plus haut évaluait la différence à 20 dollars la tonne pour tout produit soviétique ou chinois traversant les steppes de l'Asie : 20 dollars de plus à la facture qu'ont dû payer les ouvriers et les paysans chinois !

Bien avant la rupture sino-soviétique, Pékin s'était heurté à ce problème. La grande ambition du premier plan quinquennal était de développer avec l'aide de l'U.R.S.S. les immenses possibilités de la Chine continentale. Jusqu'alors, seule la partie du pays facilement accessible par mer avait connu un début d'industrialisation. La Chine de Mao entendait en finir avec cette géographie économique héritée de l'impérialisme et réaliser en même temps le rêve millénaire des conquérants chinois : unir par les mêmes liens politiques, économiques et culturels les déserts de l'Ouest et la côte industrielle et surpeuplée. N'était-on pas en droit d'attendre ces réalisations du capitalisme hautement développé qui s'est seul montré capable de conquérir à la civilisation l'immense plaine américaine et, dans une moindre mesure, les vastes étendues de l'ex-empire des tsars ?

C'était compter sans les coûts de production russe, sans la loi du marché « socialiste », sans la sénilité des formes économique-sociales du capitalisme actuel. Dans leur chapitre sur « la nouvelle géographie économique » de la Chine, Hugues et Luard doivent reconnaître : « Ces plans ont été modifiés. De récentes déclarations ont affirmé avec insistance que, le développement de l'intérieur devant se poursuivre, l'importance des provinces côtières ne devait pas être négligée » (op. cit. p. 127). Aussi Shangaï et Canton, quelque temps délaissées au profit des grands combats de la steppe, ont-elles repris un nouvel essor industriel.

Cet exemple tiré du pays arriéré le plus « indépendant » politiquement des diktats de l'impérialisme mondial ne prouve-t-il pas que les crises et les contradictions de son développement n'ont rien à voir avec les crises de croissance d'un organisme jeune et sain, mais relèvent comme disait

Trotsky la crise sénile d'un mode de production condamné par l'histoire. Dans le texte que nous citions précédemment, Trotsky écrivait encore : « Afin de comprendre ce qui se passe maintenant dans le vaste territoire que la révolution d'Octobre a éveillé à une nouvelle vie (et cette interprétation de la vie et des antagonismes économiques de la Russie stalinienne s'applique parfaitement à la Chine d'aujourd'hui — N.D.L.R.), nous devons toujours clairement nous représenter que, aux vieilles contradictions ravivées récemment par les succès économiques, il s'est ajouté une nouvelle et énorme contradiction entre le caractère concentré de l'industrie soviétique qui ouvre la possibilité d'un rythme de développement sans précédent, et l'isolement de l'économie soviétique, qui exclut la possibilité d'une utilisation normale des réserves de l'économie mondiale. La nouvelle contradiction se superposant aux anciennes, conduit au fait qu'à côté de succès exceptionnels, s'élèvent des difficultés très pénibles. Celles-ci trouvent leur expression la plus immédiate et la plus forte, éprouvée chaque jour par chaque ouvrier et chaque paysan, dans le fait que les conditions de vie des masses travailleuses non seulement ne suivent pas la montée générale de l'économie, mais empirent même maintenant à la suite des difficultés alimentaires. Les crises aiguës de l'économie soviétique rappellent que les forces productives créées par le capitalisme ne sont pas adaptées à un cadre national et qu'elles ne peuvent être coordonnées d'une manière socialiste et harmonisées qu'à une échelle internationale ». (Trotsky : Préface à « La révolution permanente »).

Il nous reste donc à voir maintenant comment les vieilles contradictions d'une économie arriérée se sont aggravées sous la férule d'un Etat tout-puissant, lançant les forces productives de la nation à la poursuite de bruyants « succès économiques » obtenus au prix de catastrophes sociales et de disettes en tout genre.

LE PRIX DE « L'INDEPENDANCE » ECONOMIQUE

En un quart de siècle la Chine aura connu trois bouleversements complets de son commerce extérieur qui ont tous marqué profondément l'allure de son industrialisation. Avant la guerre, la plus grande partie du commerce chinois se faisait avec le Japon, les Etats-Unis et l'Europe ; la part de l'U.R.S.S. dans ses échanges ne représentait même pas un pour cent. Avec la fondation de la République populaire et l'embargo américain consécutif à la guerre de Corée, la tendance s'est renversée et les pays de l'Est ont échangé avec la Chine jusqu'à 80 % de la valeur globale de son commerce extérieur. Enfin le conflit sino-russe a entraîné un nouveau bouleversement qui voit baisser d'année en année la part prise par l'U.R.S.S. dans le commerce chinois et croître celle de l'Occident. Il faut ajouter également que la nécessité de procéder à des achats massifs de produits agricoles en Australie, au Canada et en France a amené la Chine à faire toujours plus d'entorses au principe de l'équilibre des balances bilatérales et au système du troc qui devait la préserver contre tout danger d'asservissement aux grandes places financières.

Il s'agit donc de suivre cette évolution en montrant le rôle de l'Etat centralisé dans l'aggravation des antagonismes qui ont fait éclater non seulement les « liens fraternels » entre la Russie et la Chine, mais encore les crises internes de la « collectivisation » et des « communes populaires ».

La première tâche du gouvernement chinois fut d'instaurer le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, de « régler le flot des échanges de marchandises entre le marché national et le marché étranger de manière à lui faire servir les intérêts de la construction socialiste » (déclaration du ministre du commerce Yeh Chi-chuang, « **Quotidien du Peuple** », 22/9/1959). Mais la politique protectionniste a-t-elle quelque chose à voir avec le socialisme ? Napoléon par le blocus continental, Bismarck par le Zollverein, Staline par le « rideau de fer » ont-ils construit le « socialisme » ou assuré dans leurs pays respectifs la formation du Capital et le développement du marché ? En Chine même, le contrôle étatique du commerce extérieur se présente comme l'achèvement de la politique de Sun Yat-sen et de Tchang Kai-shek pour qui le fin mot de la révolution bourgeoise résidait dans l'abolition du **likin**, des douanes intérieures et extérieures, qui se trouvaient aux mains de l'impérialisme étranger.

Ce monopole une fois établi, la politique de l'Etat en matière d'échanges tourne encore plus nettement le dos au socialisme. Elle peut se résumer en deux points : 1) le commerce extérieur doit **servir l'industrialisation** de la Chine ; 2) il ne peut être qu'un commerce bilatéral basé sur la réciprocité afin de sauvegarder « l'indépendance politique » et la « sécurité économique » du pays. En conséquence, bien loin de demander des crédits extérieurs pour le financement de ses importations, la Chine devra les repousser et **payer tous ses achats de biens d'équipement par ses exportations de produits agricoles et de matières premières industrielles**. Autrement dit, l'Etat s'est chargé lui-même d'affamer la nation pour sauver son « indépendance » et, faute de mieux, il fait passer pour « orthodoxie marxiste » toutes les rigueurs de l'orthodoxie financière :

« En dehors d'une partie de crédits à bas intérêt que l'U.R.S.S. avait accordés à notre pays aux premiers temps de la fondation de la République, son aide s'est exercée surtout par des échanges réciproques dans le cadre de relations commerciales basées sur l'égalité et l'avantage mutuel. La part que représentent les emprunts à l'étranger dans l'ensemble des ressources financières du pays ne s'est élevée qu'à 2 % dans toute la période des dix dernières années (1949-1959 - NDR) et ces emprunts ont été contractés aux premiers temps de la fondation de la République. **Nous nous sommes appuyés, pour l'essentiel, sur l'accumulation intérieure et sur nos propres forces pour résoudre la question des fonds de construction...** » (« **La grande décade** », article de Li Sien-nien).

Il nous reste à voir comment, sur cette base, devaient inévitablement se détériorer aussi bien les rapports sino-soviétiques qu'à l'intérieur de la Chine, la condition sociale des masses surexploitées. Examinons la structure du commerce sino-soviétique :

STRUCTURE DU COMMERCE SINO-SOVIETIQUE (1955-1961)

A - Importations chinoises en provenance de l'U.R.S.S.

(% du total des importations)

Années	Produits industriels et biens d'équipement	Installations industrielles complètes
1955	45,0	18,9
1956	61,1	29,7
1957	71,4	38,5
1958	73,3	26,2
1959	79,5	41,9
1960	81,8	45,7
1961	72,0	21,5

B - Exportations chinoises à destination de l'U.R.S.S.

(% du total des exportations)

Années	Produits agricoles	Articles textiles	Minerais divers
1955	52,6	10,0	36,8
1956	47,8	13,7	29,2
1957	40,0	19,9	33,0
1958	37,2	26,0	17,8
1959	32,6	36,8	19,2
1960	28,2	45,5	21,2
1961	8,2	59,4	24,7

En 1955, la Chine apparaît comme un pays exportant un fort pourcentage de produits agricoles (52,6 %) et de matières premières (36,8 %) contre des biens d'équipement (45,0 %). Par la structure de son commerce avec l'U.R.S.S., elle illustre assez bien le schéma classique des rapports entre pays arriérés et pays capitalistes développés. Jusqu'en 1960, l'année du départ des techniciens russes, les importations chinoises ont fait une part toujours plus grande aux moyens de production et aux produits industriels de base en provenance de l'U.R.S.S. (maximum : 81,8 %). Cet accroissement est encore mieux mis en lumière si l'on examine la part des installations industrielles complètes dans le total des importations : elle passe de 18,9 % en 1955 à 45,7 % en 1960.

Dans la colonne des exportations, nous voyons au contraire une forte tendance à la baisse de la part des produits agricoles qui passe de 52,6 % à 28,2 % entre 1955 et 1960. Sans même envisager les répercussions qu'ont eues sur ce chapitre des exportations chinoises les « calamités naturelles » de 1959-1960-1961 (chute à 8,2 % en 1961), nous notons une tendance régulière à vendre plus d'articles textiles et moins de produits agricoles de 1955 à 1960. Et cette tendance peut s'expliquer de deux manières : soit qu'elle reflète les progrès de l'industrie légère chinoise, soit qu'elle marque un plafonnement insurmontable sous peine de graves disettes, de la production et des exportations agricoles. Sans exclure la première explication,

la seconde rend compte des « bonds en avant » et des crises de la collectivisation et des communes.

Quoi qu'il en soit, le développement du commerce sino-soviétique sur la base du troc devait placer les deux partenaires devant ce problème délicat : **Comment la Chine paierait-elle ses importations croissantes de biens d'équipement ?** Lui était-il possible d'augmenter encore ses prélèvements sur les rations alimentaires déjà bien maigres de la population ? D'un autre côté, l'U.R.S.S. aurait sans doute continué à acheter des produits agricoles chinois ; mais pouvait-elle importer plus d'articles manufacturés et en particulier de textiles, alors que toutes les réformes économiques de Khrouchtchev, Liberman et Kossyguine poursuivaient le but unique de rendre l'industrie légère soviétique **rentable et compétitive** sur le marché ? L'isolement économique de la Chine s'accrut encore par la liquidation du troc dans les échanges orientaux et par **la création d'une banque internationale « socialiste » pour couvrir les déficits des diverses balances commerciales.**

Examinons maintenant à la lumière de ces tendances du « marché socialiste » les lignes de faille du commerce sino-soviétique.

EVOLUTION DU COMMERCE SINO-SOVIETIQUE (1949-1965)
(en millions de nouveaux roubles)

Années	Total des échanges sino-soviétiques	Importations chinoises	Exportations chinoises	Solde du commerce sino-soviétique
1949	308	179	129	— 50
1950	522	350	172	—178
1951	729	431	298	—133
1952	872	499	373	—126
1953	1056	628	428	—200
1954	1205	684	521	—163
1955	1253	674	579	— 95
1956	1350	660	690	+ 30
1957	1155	490	665	+ 175
1958	1320	571	749	+ 178
1959	1850	859	991	+ 132
1960	1498,7	735,4	763,3	+ 27,9
1961	826,9	330,6	496,3	+ 165,7
1962	674,8	210,1	464,7	+ 254,6
1963	540,2	168,5	371,7	+ 203,2
1964	404,6	121,8	282,8	+ 161,0
1965	375,5	172,4	203,0	+ 30,5

Comme pour le précédent tableau, nous avons obtenu les chiffres de celui-ci à partir des annuaires soviétiques du commerce extérieur. Jusqu'en 1959 les statistiques indiquent la valeur des échanges en anciens roubles que nous avons convertis en roubles « lourds » suivant le rapport :

1 rouble nouveau = 4,44 roubles anciens. Nous n'aurons donc, jusqu'en 1959, que des chiffres arrondis, mais ils ont l'avantage de présenter une série continue qui illustre assez fidèlement l'évolution des échanges. De ce tableau, nous retiendrons deux dates cruciales : 1956, première année où les exportations chinoises dépassèrent le montant de ses importations et 1959 qui marque l'apogée du commerce sino-soviétique avec un total de 1.850 millions de roubles. Après 1956, l'excédent des exportations chinoises se maintient et c'est avec des cris de triomphe que Pékin a annoncé depuis lors s'être libéré de sa dette envers Moscou. Après 1959, le volume des échanges baisse d'une façon régulière et vertigineuse : en 1965 il dépassait à peine le niveau de 1949. C'est donc à juste titre que nous pouvions parler d'un bouleversement complet des relations extérieures de la Chine maoïste, bouleversement dont il faudra suivre les conséquences non seulement à l'intérieur, mais encore dans les rapports de la Chine avec le monde capitaliste.

Concluons pour l'instant sur ce chapitre. Nous avons déjà dit que la rupture sino-soviétique est un constat de faillite du prétendu « système socialiste mondial ». Cette faillite traduit des antagonismes bien plus profonds que les « divergences politiques » par lesquelles on a voulu l'expliquer. Mais la forme qu'elle a prise d'un conflit entre Etats rivaux, entre diplomaties concurrentes, exprime une réalité non moins impérieuse. **Le rôle de l'Etat comme gardien des intérêts capitalistes et de « l'indépendance » nationale, ne peut qu'aggraver les contradictions de ce mode de production jusqu'à leur point de rupture.** Rupture des liens nécessaires avec l'économie mondiale, mais aussi rupture du front intérieur de la production, gaspillage et massacre des forces productives saignées à blanc sur l'autel de la Patrie et du Plan.

Dans l'article que nous avons déjà cité, Li Sien-nien écrivait : « Parallèlement au renforcement continu de nos finances, nous sommes déjà en mesure de poursuivre notre édification en recourant uniquement à l'accumulation intérieure. Ces faits démontrent que nos finances sont de caractère socialiste (!!!), qu'elles se fondent sur le développement de la production et la prospérité de l'économie, qu'elles contribuent au bonheur du peuple et évoluent vers un essor toujours grandissant (« **La Grande Décade** »). Ainsi, comme Staline jadis, Mao fait de nécessité vertu : **il appelle « socialisme » l'isolement passager de l'économie chinoise**, développant les germes de « populisme » qui dans la pensée du révolutionnaire bourgeois Sun Yat-sen étaient nés de la déception à l'égard du grand capital américain et japonais. Nous ne discuterons pas des chances et des rythmes probables du développement de la Chine, si celle-ci ne devait compter que sur « l'accumulation intérieure ». Ceci est, avons-nous dit, un faux problème. Nous demanderons seulement, puisqu'il y est question de socialisme : **Est-ce bien là le programme de la dictature prolétarienne dans un pays isolé ?** Trotsky, encore une fois, nous en a donné la réponse immuable pour la Russie d'hier, comme pour la Chine soi-disant « socialiste » d'aujourd'hui, ou pour tout pouvoir qui demain revendiquera la dictature prolétarienne non en paroles, mais en faits :

« Le programme réaliste d'un Etat ouvrier isolé ne devrait se proposer ni de parvenir à « l'indépendance » par rapport à l'économie mondiale, ni encore moins de construire une société socialiste nationale « dans le plus bref délai ». Sa tâche est de rechercher, non des rythmes maxima abstraits, mais les rythmes les meilleurs qui dérivent des conditions économiques intérieures et mondiales, qui affermissent les positions du prolétariat, qui préparent les **éléments nationaux** de la future société socialiste internationale, et, en même temps et avant tout, qui améliorent systématiquement le niveau de vie du prolétariat et consolident son union avec les masses non exploiteuses des campagnes. Cette perspective reste valide pour toute la période préparatoire, c'est-à-dire jusqu'au moment où la révolution victorieuse dans les pays avancés libérera l'Union soviétique de son isolement actuel » (Préface à « **La Révolution permanente** »).

« L'HOMME, LE CAPITAL LE PLUS PRECIEUX »

Nous avons déjà dit quelles furent les difficultés de la planification chinoise. Même en ce qui concerne le premier plan, Hugues et Luard ont pu écrire : « Il n'y eut jamais de premier plan quinquennal dans le vrai sens du terme ; il y eut plutôt un plan de deux ans et demi formulé au cours de la première moitié de 1955 et annoncé en juillet de cette même année ». (« **Le développement économique de la Chine communiste** », p. 55). Aussi n'est-ce pas un hasard si la version définitive de ce plan n'a suivi que de quelques mois la visite faite en Chine par Khrouchtchev, Boulganine et Mikoyan en septembre-octobre 1954. C'est après cette visite que fut annoncée, dans une déclaration commune, la liquidation des sociétés mixtes sino-soviétiques, et que l'U.R.S.S. octroya des crédits supplémentaires pour la construction d'usines dont le nombre fut porté de 141 à 211. Cette « aide » a effectivement constitué l'ossature du premier plan et lui a donné sa physiognomie définitive : priorité à l'industrie lourde et à la construction de « grands projets » comme les combinats sidérurgiques d'Anshan (Mandchourie), Paotow (Mongolie intérieure) et Wuhan sur le Yang-tsé.

Mais les conditions du commerce sino-soviétique que nous définissons plus haut (paiement à court terme en matières premières, produits agricoles ou devises), ont entraîné une avalanche de mesures économiques et politiques visant à pressurer le pays pour rembourser Moscou. En effet, 1955 ne fut pas seulement l'année de « l'aide » soviétique et de l'impulsion nouvelle qu'en a reçu le plan ; elle ne fut pas seulement l'année qui inspira à Mme Sun Yat-sen la page dithyrambique que nous citons précédemment sur les avantages du « nouveau marché mondial » qui se créait entre pays « socialistes ». L'année 1955 fut aussi l'année décisive de la « collectivisation » avec le rapport Mao de juillet « Sur la coopération agricole » (cf P.C. n° 35) ; sans parler du mouvement de « rééducation » des capitalistes nationaux qui étendit le contrôle de l'Etat à toutes les entreprises privées.

Un an plus tard, la machine économique sous pression dut faire mar-

che arrière. La proportion des investissements dans la section A et dans la section B qui était de 26,6 % contre 73,4 % en 1949 ; de 35,6 % contre 64,4% en 1952 ; passa en 1957 à 48,4 % contre 51,6 %. Au VIII^e Congrès du P.C.C., on dénonça une politique de surinvestissements, le « forçage » de la main-d'œuvre au nom des objectifs du plan et Chou En-laï soulignait dans son rapport la nécessité de « régler d'une façon appropriée les rapports entre l'industrie lourde et l'industrie légère, entre la production industrielle et la production agricole, entre la construction économique et le développement culturel ». C'est au début de 1957 que Mao avouait, dans un discours resté fameux, l'existence de « contradictions au sein du peuple » et prétendait en avoir trouvé la « juste solution ». Ce fut l'époque des « Cent fleurs »... Mais en 1958, à la faveur d'une bonne récolte, le cycle infernal reprenait de plus belle avec le mouvement des « communes populaires » qui promettait de résoudre tous les problèmes de la Chine : vaincre la laim et industrialiser le pays avec les moyens du bord. Comme nous l'avons vu, 1958-1959 marquèrent une forte reprise du commerce sino-soviétique et, dans le volume des échanges, la part des biens d'équipement atteint de nouveaux sommets. Cependant, l'extrême tension des forces productives devait remettre le pays au bord de la faillite. En avril 1960, le commissaire à la planification, Li Foutchoun, admettait publiquement, comme un trait caractéristique de la croissance économique chinoise, ce développement par bonds en avant et en arrière qu'elle connaît depuis 1955 : « Le cours du développement de l'économie nationale, disait-il, passe toujours de l'instabilité à la stabilité et de la stabilité à l'instabilité. Chaque fois que ce processus se renouvelle, il fait passer la production à un niveau plus élevé et l'économie nationale, par ces mouvements ondoyants, progresse de façon continue... (cité par Hugues et Luard, p. 234).

Ainsi, nous pensons avoir montré que toutes les difficultés de l'économie chinoise ne proviennent pas uniquement de la « rupture des contrats commerciaux » avec Moscou, mais des conditions du marché « socialiste » comme du marché mondial. Après une brève période de reconstruction, l'État chinois s'est trouvé confronté à ces problèmes et a tenté de leur donner une « solution » nationale bourgeoise. La politique de « construction du socialisme » en Chine, avec les hauts et les bas de la collectivisation, avec les poussées et les replis consécutifs de la production, date effectivement de 1955. Et les différentes « solutions » qui lui ont été données s'inspirent toutes du même souci : **Comment accélérer l'industrialisation du pays sans recourir à des emprunts extérieurs, sans compromettre la sacro-sainte indépendance nationale ?** Ce tournant-là remonte à 1955.

En effet, cette année marque bien un accroissement de « l'aide » russe, mais en même temps le caractère des échanges sino-soviétiques se transforme, en relation avec tous les changements, latents ou s'affirmant au grand jour, de l'économie russe et du « camp socialiste ». C'est à partir de 1955 que les crédits extérieurs du budget chinois (crédits en majorité russes) diminuent, alors que s'accroissent les livraisons soviétiques de biens d'équipement. Le tableau ci-dessous en fournira la preuve :

**EVOLUTION DES CREDITS EXTERIEURS OBTENUS PAR LA CHINE
ET DES LIVRAISONS SOVIETIQUES
DE BIENS D'EQUIPEMENT (1950-1957)**
(en millions de dollars U.S.)

Années	Crédits extérieurs du budget chinois	Exportat. total	soviétiques de biens d'équipement dont usines complètes
1950-52	300	304	70
1953	175	162	45
1954	354	229	93
1955	663	198	141
1956	47	305	217
1957	9	272	209

(D'après « La documentation française » : *Le commerce extérieur de la Chine populaire et les relations sino-soviétiques*, 26 mai 1959).

Des « crédits » et « prêts » ultérieurs voici ce que diront non pas les Chinois, mais les Russes eux-mêmes. Au XX^e Congrès, Khrouchtchev déclare : « Nous fournissons à la Chine des biens d'équipement pour une valeur globale de 5,6 milliards de roubles. **En échange de ses fournitures**, l'U.R.S.S. reçoit de la Chine des articles représentant un intérêt pour notre pays ». En avril 1956, lorsque Mikoyan signe un nouvel accord augmentant de 2.500 millions de roubles la valeur de l'équipement soviétique livré à la Chine, l'on précise dans un communiqué : « **le remboursement de cet équipement s'effectuera par la voie commerciale** ».

Face à ces difficultés, l'Etat chinois n'est pas resté passif et la « pensée » de Mao s'avéra fertile... Mais **dans quel sens** a œuvré la force incontestable du pouvoir ? Avant de répondre à cette question, il faut bien se représenter la force d'inertie et la résistance des vieilles structures sociales.

Dans sa recherche des capitaux nécessaires à l'achat de biens d'équipement, l'Etat se heurta à une réalité au moins aussi grave que la menace d'asservissement au capital étranger : l'évolution lente du **rappor**t entre la **croissance démographique** et la **production agricole**. On s'en rendit particulièrement compte lorsque furent connus les résultats du recensement de 1953. L'accroissement annuel moyen de la production agricole ne dépassait pas 4 à 5 %. Et il fallait faire face avec cela aux besoins d'une population totale augmentant chaque année de près de 2 %. Il fallait en outre sur ces maigres ressources financer les importations de l'industrie qui augmentaient chaque année de près de 10 pour cent... Malgré une baisse de la part des produits agricoles dans l'ensemble des exportations chinoises au cours du premier plan quinquennal, les données du problème depuis 1957 n'ont certainement pas beaucoup évolué du fait des diverses « calamités » qui se sont abattues sur l'agriculture chinoise. Contentons-nous cependant d'en fournir les seuls éléments statistiques certains : ceux des années 1953-1957,

RYTHME DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE CHINOISE (1953-1957)

	1957 (1952 = 100)	1953-1957 moyenne annuelle
Population totale	111	2
Population urbaine	128	5,7
Production industrielle et artisanale	219	17
Commerce extérieur	160	10
Production agricole totale	125	4,5
dont aliments de base	120	4

En mars 1957, le ministre de la Santé commentait ces chiffres devant le Congrès National Populaire : « Avec un taux d'accroissement (de la population) aussi démesuré, l'augmentation de notre production agricole et industrielle, si rapide soit-elle, ne parviendra pas à satisfaire de manière adéquate les besoins essentiels du surcroît de population » (cité par G. Etienne : « La voie chinoise », p. 62). A la même session, une loi fut votée autorisant l'avortement et la stérilisation, et encourageant la diffusion des méthodes contraceptives. Cette politique pourtant ne fit pas long feu : Mao avait découvert la formule du nouveau Malthus qui devait assurer le triomphe du « socialisme » à travers les campagnes productives de masse. Dans son discours du 27 février 1957 « Sur la juste solution des contradictions au sein du peuple », il avait déclaré : « En établissant nos plans, en traitant de nos affaires ou en pensant à nos problèmes, nous devons partir du fait que la Chine compte 600 millions d'habitants... C'est un fait objectif et c'est notre capital ».

Formule encore plus cynique que celle prononcée en 1935 par Staline devant une assemblée de « cadres » soviétiques ! En effet, lorsque Staline annonçait que « l'homme est notre capital le plus précieux », il déclarait en même temps que l'U.R.S.S. avait surmonté la période de pénurie technique des premières années de l'industrialisation et parlait déjà au passé de cette période de l'accumulation capitaliste où les forces productives étaient immolées sans vergogne en faveur des moyens de production les plus rudimentaires. En prédisant des « temps meilleurs », Staline repoussait dans un passé « tsariste » les massacres « inhumains » de l'industrialisation.

Au contraire, la « pensée » de Mao est allée plus vite en besogne : soit qu'elle ait tiré profit des « enseignements de Staline », soit qu'elle ait été stimulée par le plus grand retard de la Chine. Pékin a proclamé aussitôt que le « capital des 600 millions de Chinois » devrait remplacer la technique avancée du monde capitaliste. Pour ces millions d'hommes, le seul « fait objectif » de la révolution chinoise, ce n'est pas de s'être déroulée dans un monde superindustrialisé dont seul le prolétariat international pouvait gérer et répartir le patrimoine technique, mais dans un pays arriéré esclave de sa propre misère et des fétiches bourgeois de « l'indépendance » économique et de l'Etat national. D'autres que nous ont chanté « l'épopée » de millions de Chinois remontant à dos d'homme le limon des vallées pour fertiliser les montagnes. D'autres se sont extasiés devant la

plus vaste mobilisation de forces productives qu'ait jamais réalisé un Etat national centralisé pour déclencher une « révolution sans précédent dans l'histoire agraire du monde » (R. Dumont). La Chine n'annonçait-elle pas avoir irrigué en quelques années et même en quelques mois plus d'hectares qu'en deux millénaires, presque le double des terres irriguées aux Etats-Unis pendant un siècle et avec d'autres moyens matériels ?

De même que « la plus grande révolution agraire de tous les temps » ne recourut qu'à la seule force physique du paysan chinois, de même les « bonds en avant » de l'industrie se sont produits à l'échelle de la **petite manufacture et des modestes fourneaux campagnards**. Cette autre « solution » aux antagonismes du développement capitaliste en Chine fut elle aussi suggérée par les crises de surinvestissement qui ont éclaté à l'époque de « l'aide » soviétique. Dès le VIII^e Congrès du P.C.C., Chou En-laï indiquait le tournant qui allait s'accomplir dans la politique économique de Pékin : « Pour chaque branche en général, disait-il, il devrait y avoir quelques grandes entreprises tenant lieu de structure de base et beaucoup de petites et moyennes entreprises venant appuyer les grandes ». (Rapport Chou En-laï au VIII^e Congrès, 1956).

Le bilan des succès et des défaites de l'Etat chinois du point de vue de son « indépendance » économique n'a finalement qu'un intérêt limité. Ainsi que le disait Trotsky dans sa préface à « la Révolution permanente », « la division internationale du travail et le caractère supranational des forces productives modernes, non seulement conservent toute leur importance, mais encore ils la multiplieront par deux et par dix pour l'Union soviétique (et demain pour la Chine — N.D.R.), en fonction du niveau atteint par son ascension économique ».

Plus significatif et irrécusable apparaît au contraire le bilan politique et social de la construction nationale chinoise. Nous l'avons vu, il n'est pas de contradiction ni de catastrophe récente qui n'ait été provoquée et attisée par la loi du marché mondial s'exprimant au cœur même du « système socialiste ». Pourtant les crises chinoises ne sont pas dues à la simple rupture des liens économiques avec l'U.R.S.S., mais à la nature de ces liens, tels qu'ils se sont instaurés entre les deux partenaires dès 1956. A cette occasion, le rôle de l'Etat chinois s'est révélé dans toute la clarté de ses objectifs de classe. Ainsi que le rappelait Trotsky contre Staline, le marxisme n'a jamais considéré le pouvoir d'Etat comme un reflet passif du processus économique, et c'est pourquoi la dictature prolétarienne dans des pays aussi arriérés que la Russie ou la Chine n'était pas une aberration historique. Mais ses seules chances de succès résidaient dans l'évolution de la politique mondiale et le renversement des rapports de production à l'échelle mondiale. Or, dès 1956, la tâche la plus urgente de l'Etat chinois a été d'imposer, à l'intérieur comme à l'extérieur, la formule de « l'indépendance » économique et des campagnes productives de masse, la recette de l'isolement national baptisée « construction du socialisme ». C'est par là justement que ce pouvoir a prouvé qu'il n'avait rien de socialiste, malgré sa « volonté » de changer d'étiquette et la demande des « gardes rouges » de remplacer la constitution « démocratique » de 1954 par une « constitution » de la dictature prolétarienne !

le prolétaire

notre organe mensuel

paraît désormais sur quatre pages imprimées

LECTEUR, SYMPATHISANT

ABONNE-TOI, SOUSCRIS,

AIDE NOTRE DIFFUSION

Le numéro du Prolétaire est en vente au prix de 0,40 F (4 francs belges) ;
abonnement annuel 4 F (40 FB) ; abonnement combiné **Le Prolétaire et
Programme Communiste** 12 F

La souscription permanente paraît maintenant dans **Le Prolétaire**.
Adresser tous versements à « Programme Communiste » C.C.P. 2202-22
Marseille.

DIRECTEUR - GERANT

F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à : « PROGRAMME COMMUNISTE »
Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert - Boîte Postale N° 24 Paris (19°)
Boîte Postale 91 Ixelles 1, Belgique
C.C.P. Programme communiste 2202-22 Marseille

Imp. "LINO-IMP" 1, 3 et 5 Bd Desplaces Marseille (X) Tél : 77.92.48

Dépôt légal n° 28-688, novembre 1963.